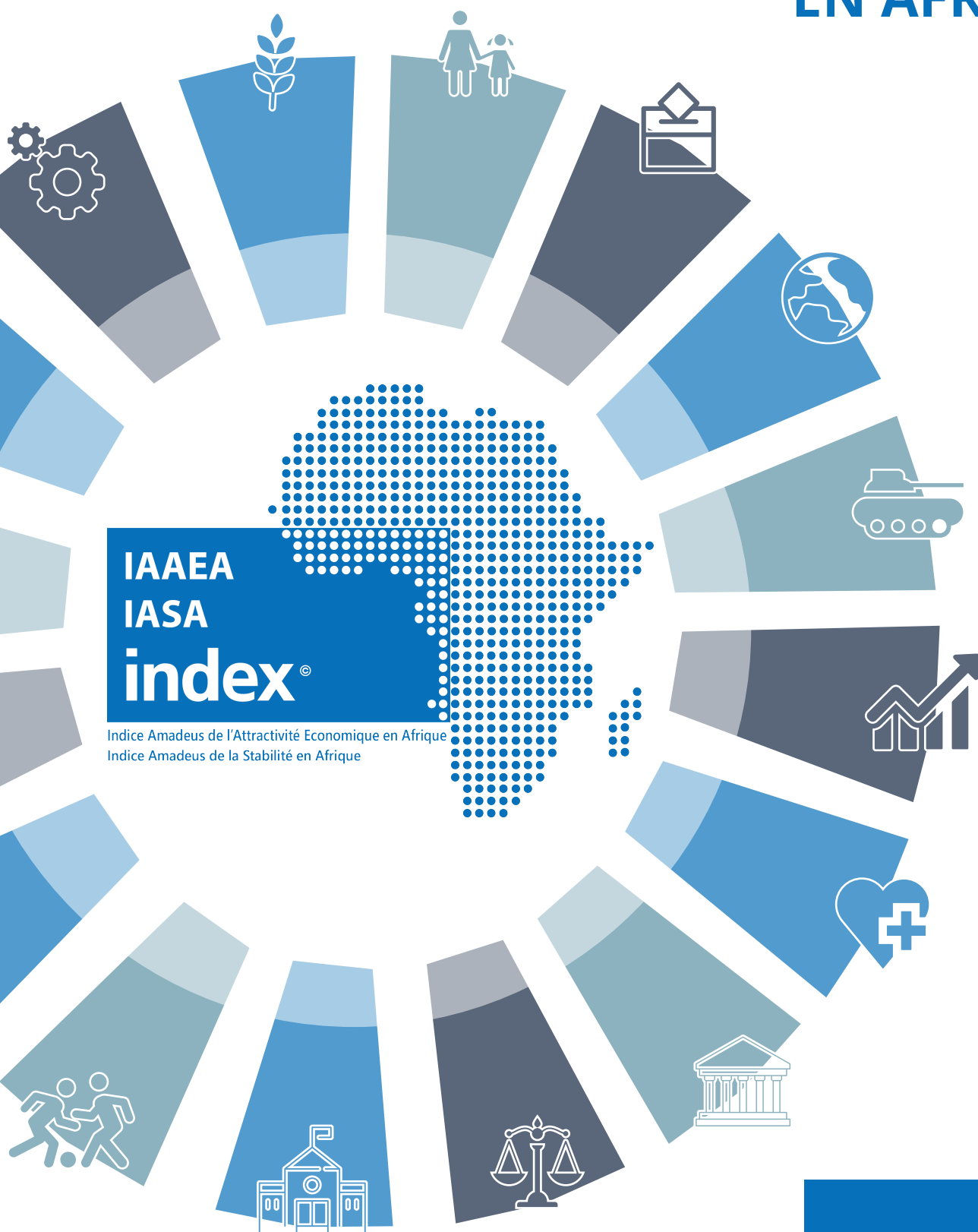


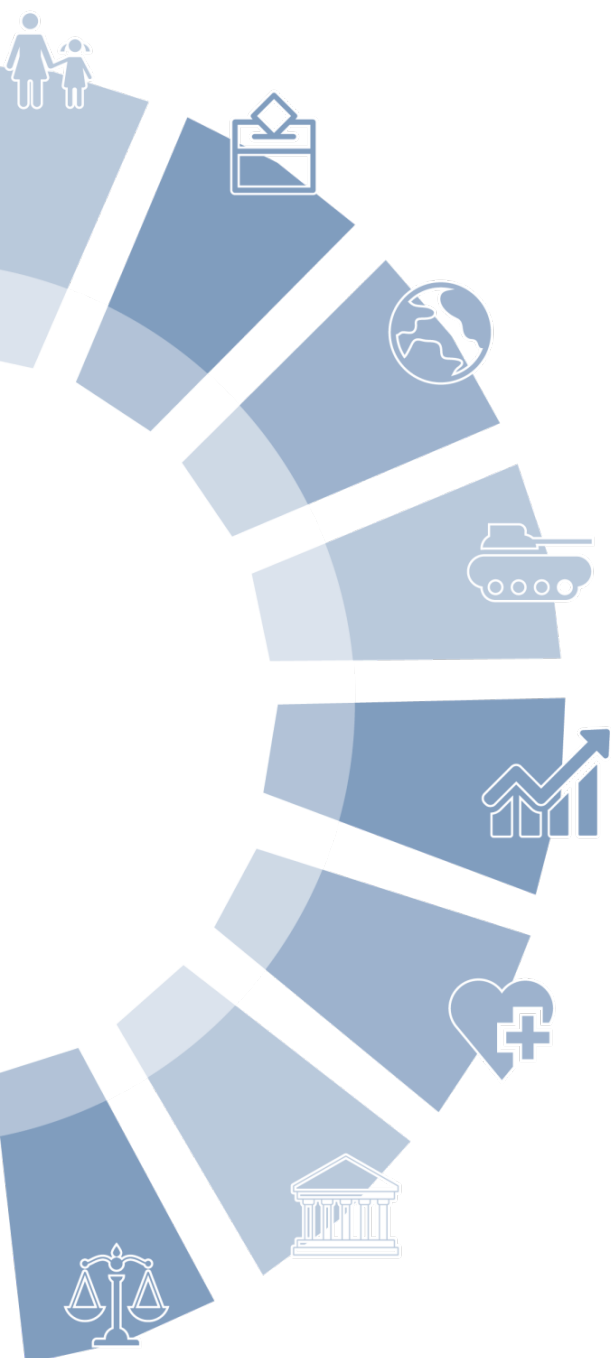
INDICES DE LA STABILITÉ ET DE L'ATTRACTIVITÉ EN AFRIQUE





L'INDICATEUR DE L'ATTRACTIVITÉ.....	2
DESCRIPTION	3
MÉTHODOLOGIE	5
INDICATEURS, SOUS-INDICATEURS ET PONDÉRATIONS.....	7
CLASSEMENTS PAR GROUPE D'INDICATEURS	16
SCORE FINAL DE STABILITÉ.....	20
FOCUS SUR QUELQUES RESULTATS DE PAYS.....	22
L'INDICATEUR DE LA STABILITÉ	34
DESCRIPTION	35
MÉTHODOLOGIE	37
INDICATEURS, SOUS-INDICATEURS ET PONDÉRATIONS.....	38
CLASSEMENTS PAR GROUPE D'INDICATEURS	45
SCORE FINAL DE STABILITÉ.....	49
FOCUS SUR QUELQUES RESULTATS DE PAYS.....	51
LE COMITÉ SCIENTIFIQUE.....	63

L'INDICATEUR DE L'ATTRACTIVITÉ



DESCRIPTION

L'indicateur africain de l'attractivité économique est un indicateur agrégé qui permet de comparer l'opportunité d'investissement entre les différents pays africains de manière à informer et inciter un investisseur africain ou étranger à envisager favorablement un projet d'acquisition ou de développement dans un pays du continent. L'indicateur prend en compte la recherche par un investisseur non seulement d'un marché cible favorable mais également des capacités de réexportation à partir du pays cible. Il s'adresse donc à un entrepreneur voulant investir le marché local, régional voire international à partir d'un pays africain.

Cet indicateur composite permet d'appréhender le contexte économique, éducatif et social d'un pays à partir de trois niveaux, celui du potentiel du marché intérieur et de la dynamique économique récente de ce pays, celui de l'existence d'une réglementation et d'un contexte favorable à l'entreprise et enfin celui de la disponibilité de facteurs de production capables d'accompagner la croissance de son implantation notamment du point de vue de la qualité des ressources humaines ou de la santé du système bancaire national. Il prend donc en compte le contexte économique le plus récent et les facteurs structurels qui déterminent la compétitivité du pays.

L'indicateur d'attractivité est un indice relatif, construit sur une méthode de classement des pays du continent entre eux. Il ne vise pas classer les pays du continent africain par rapport à d'autres économies plus sophistiquées. Il permet à un investisseur intéressé par le continent africain de déterminer de quels sont les pays africains qui affichent les performances les plus avancées dans une série d'une trentaine d'indicateurs regroupés en sept sous-groupes et trois grandes catégories.

(1) Le potentiel du marché - pondération 30% de l'indice global

Cet ensemble d'indicateur et sous indicateurs permet de mettre en évidence les facteurs sous-jacents de la croissance économique, la structuration de la croissance et de la distribution des revenus et l'ouverture du marché cible sur le commerce extérieur et l'investissement étranger.

(2) L'environnement des affaires - pondération 35% de l'indice global

Ce deuxième bloc synthétise la qualité de la régulation institutionnelle et le rôle de l'Etat pour soutenir le développement de l'entreprenariat et de l'investissement, l'organisation d'un système judiciaire ou d'arbitrage commercial transparent, y compris sur les marchés publics ainsi que les infrastructures mises en place et les capacités de l'Etat à prolonger un investissement public important.

(3) La qualité des facteurs productifs à disposition - pondération 35% de l'indice global

Le troisième bloc modélise la performance des facteurs productifs, ce qui permet à un investisseur de comprendre les ressources avec lesquelles il pourra fonctionner au sein du marché d'implantation, la disponibilité et la qualité des financements ou des ressources humaines disponibles, le niveau de formalisation du marché du travail, la productivité du travail.

Il est construit à partir d'indicateurs clés et de sous-indicateurs dont les valeurs sont reprises de quelques grandes enquêtes internationales de référence, des institutions statistiques nationales et du travail de recherche de données des équipes de l'institut Amadeus.

L'indicateur n'a pas vocation à modéliser l'ensemble des secteurs et sous-secteurs d'activité économique de chaque pays car leurs régulations peuvent différer fortement d'un secteur à l'autre et des secteurs peuvent bénéficier selon les pays de protections plus ou moins fortes. En revanche, il permet de saisir les orientations des politiques publiques en matière d'accueil des financements privés, de juger de la dynamique de constitution d'un marché de classe moyenne et de l'opportunité d'implantation dans un pays pour l'accès à un marché régional plus large.



L'indicateur d'attractivité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standard et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans le tableau des classements pays).

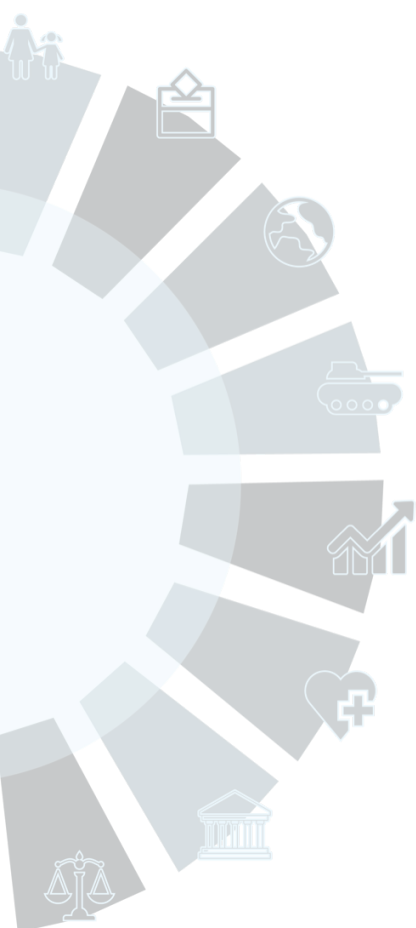
La méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

L'ensemble des indicateurs forment des valeurs relatives, comparables d'un pays à l'autre sans donner un préjudice à un "petit" pays à l'exception de l'indicateur démographique qui a évidemment une incidence sur la taille du marché cible.

LES NOTES

- Note 5 - le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - les pays de la 6ème place à la 9ème
- Note 3,5 - les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - les pays de la 17ème place à la 23ème
- Note 2,5 - les pays de la 24ème place à la 30ème
- Note 2 - les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - les pays de la 44ème place à la 50ème
- Note 1 - les pays classés au-delà de la 50ème place

INDICATEURS, SOUS-INDICATEURS ET PONDÉRATIONS



	GRUPE D'INDICATEURS		INDICATEUR	
POTENTIEL ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ CIBLE	Modèle de croissance	15%	Taux de croissance moyen sur 5 années	35%
			Diversification de l'offre exportable	30%
			Ouverture commerciale	15%
			Investissement direct étranger	20%
	Taille, dynamisme et structure du marché intérieur	15%	Taille du marché - population totale	40%
			Urbanisation	15%
			Niveau de vie moyen	20%
			Accumulation brute de capital fixe	20%
			Indice d'innovation	5%
RÉGULATION ET RÔLE DE L'ETAT	Environnement des affaires	15%	Classement doing business Banque Mondiale	60%
			Fiscalité de l'entreprise	10%
			Qualité de la justice commerciale	10%
			Indice de corruption	10%
			Accès aux marchés publics	10%
	Infrastructure, logistique et mobilité	10%	Infrastructure logistique et connectivité de transport	60%
			Couverture sanitaire et de santé	15%
			Niveau d'accès à internet	15%
			Mobilité des nationaux	10%
	Cadre macroéconomique et environnement régional	10%	Solde public primaire	50%
			Niveau de l'investissement public	25%
			Environnement régional et international	10%
			Indice composite de stabilité Amadeus*	15%
QUALITÉ DES FACTEURS DE PRODUCTION	Qualité, productivité et protection des ressources humaines	20%	Structure du marché du travail et taux d'activité	30%
			Taux de diplômés de l'enseignement supérieur	10%
			Taux brut de scolarisation secondaire	10%
			Part du travail informel	15%
			Productivité - ressources générées par emploi	20%
			Santé et protection sociale - espérance de vie	15%
	Système bancaire et financier	15%	Taux d'intérêt réel	40%
			Crédit au secteur privé en % PIB	35%
			Taux de défaut bancaire	15%
			Développement des financements innovants	10%

* L'indice de stabilité Amadeus sera intégré dans le classement après la finalisation de la collecte de données et validation du comité scientifique.



Taux de croissance moyen sur 5 années : Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut est calculé sur une moyenne de cinq années afin de prendre en compte les effets des prix des matières premières sur la croissance des pays.

Source : Données de la Banque Mondiale

Diversification de l'économie : L'indicateur synthétique de référence du FMI sur la diversification économique permet de mesurer le degré de sophistication et de diversification d'une économie. Plus la note du pays est élevée, moins son offre exportable est diversifiée.

Source : https://www.imf.org/external/datamapper/total_theil@SPRLU/OEMDC/ADVEC/WE-OWORLD

Ouverture commerciale (% des échanges sur le PIB) : Cet indicateur permet de connaître la structure commerciale du pays et son ouverture aux échanges internationaux. Il permet d'avoir une indication sur la disponibilité et coûts des produits d'importation, et la capacité de l'économie à exporter ses produits, son insertion dans l'économie internationale.

Source : Données du FMI

Investissement direct étranger : Le niveau d'investissement d'étranger est calculé en rapport au PIB pour éviter les distortions entre "grands" et "petits" pays et il l'indicateur est lissé sur cinq années afin de restituer la capacité du pays à attiré régulièrement les investissements importants de l'étranger.

Taille du marché - population totale : Indicateur d'importance pour comprendre le potentiel du marché cible, la population totale du pays est néanmoins pondérée par les indicateurs permettant d'identifier la proportion d'urbains, le niveau moyen de vie et la distribution des ressources.

Urbanisation : L'indicateur d'urbanisation permet de connaître la part des urbains et donc de l'équilibre entre les différentes activités du pays, la concentration et l'attractivité des villes et de donner une idée des transformations sociétales potentiellement en cours, la ville étant le lieu d'accès des produits plus nombreux, mieux distribués et engendrent des comportements et des modes de vie différents.

Niveau de vie moyen : Cet indicateur est exprimé en parité de pouvoir d'achat et en USD afin de permettre une comparaison pertinente entre les différents pays.

Source : Banque Mondiale

Accumulation brute de capital fixe : L'accumulation brute de capital fixe permet de mesurer le niveau d'investissement privé dans l'économie nationale. Il s'agit donc d'un indicateur permettant de mesurer le niveau de confiance des entrepreneurs dans le développement du marché intérieur et de mesurer le rythme du rattrapage économique. Le niveau d'investissement a des effets de moyen terme sur le sentier de croissance du pays et sur le développement de l'emploi. Source : Banque Mondiale

Innovation Output Sub-Index : L'indice d'innovation "global innovation index" est un indice international permettant de percevoir le potentiel d'innovation d'une économie et des perspectives de croissance et de montée en gamme de son économie. Le innovation output sub-index est centré sur la création et dépôt de brevets, les services en lignes et la diffusion de la connaissance.

Source : <https://www.globalinnovationindex.org/about-gii#framework>

Classement doing business Banque Mondiale : Le "Doing Business" est le classement de référence de la Banque Mondiale créé sur une méthodologie de terrain permettant de vérifier le cadre réglementaire et légal et le temps requis pour les démarches pratiques pour créer et développer une entreprise dans n'importe quel pays du monde. Actualisé actuellement, l'enquête doing business est un indicateur fiable de l'environnement des affaires sous l'angle spécifique de la création de l'entreprise.

Fiscalité de l'entreprise : Cet indicateur reprend une comparaison des taux marginaux de l'impôt sur le profit des sociétés. Dans la plupart des pays du continent, plusieurs taux sont en vigueur en fonction de la taille de l'entreprise ou son niveau de bénéfice. Néanmoins la comparaison des taux permet de mesurer l'attractivité de la politique fiscale du pays pour les entreprises de manière générale.

Sources : Sources nationales, compilation de données de cabinet conseil (KPMG, Deloitte)

Qualité de la justice commerciale : Critère important pour les décisions d'investissement en cas de contentieux commerciale ou autre contentieux à caractère économique, la qualité de la justice commerciale a été établie grâce à des données standards établies par la surpondération d'un critère particulier de l'enquête doing business, l'indicateur d'exécution des contrats.

Source : Doing Business, BanqueMondiale

Indice de corruption : L'indice de référence de Transparency international qui établit un scoring sur 100 points à partir de données recueillies par sondages et entretiens dans l'ensemble des pays du monde. L'indice de Transparency est un indice de perception de la corruption et non pas une mesure brute, impartiale de la corruption, phénomène par nature invisible mais permet de connaître la perception des acteurs de la société civile notamment les entrepreneurs sur la généralisation de pratiques corruptives dans le fonctionnement social.

Source : Transparency International

Accès aux marchés publics : L'indicateur s'appuie sur les données construites par le public procurement index de la Banque Mondiale qui étudie la régulation des marchés publics dans les pays d'intervention. Les marchés publics sont un important levier économique pour les entreprises et la structure et règles d'attribution permettent soit d'intégrer un plus grand nombre d'entreprises soit de bâtir un système discriminatoire voire corruptif.

Source : Banque Mondiale

Infrastructure logistique et connectivité de transport : L'indicateur de performance logistique est un indicateur international actualisé tous les deux ans, issu d'une enquête sur six volets auprès des grands opérateurs partenaires commerciaux de ces pays. Les thèmes abordés sont les douanes, les infrastructures, le transport international, la qualité de la logistique et la compétence, le suivi et la traçabilité, l'actualité.

Source : <http://tfig.itcilo.org/FR/contents/logistic-performance-index.htm>

Couverture sanitaire et de santé : Afin de garantir une comparabilité des critères sur la couverture de santé, l'indicateur s'est concentré sur les données nationales de nombre de médecins pour 10 000 habitants fournis par l'OMS. Néanmoins les études sur le secteur de la santé sur le continent sont nécessaires pour établir de manière plus fine la qualité, la disparité et l'équipement des lieux de santé dans les différents pays africains.

Source : Organisation Mondiale de la Santé

Niveau d'accès à internet : L'indicateur d'accès à l'internet est assis sur les données de International Telecommunication Union (ITU) regroupant 193 pays membres et 900 opérateurs de télécommunications.

Source : <https://www.itu.int/>

Mobilité des nationaux : Cet indicateur recense le nombre de pays dans lesquels les ressortissants du pays dotés d'un passeport peuvent voyager sans visa. La mobilité potentiel des ressortissants indiquent tout à la fois leur capacité à s'investir facilement au sein d'une entreprise à vocation commerciale et internationale mais aussi la capacité de leur pays à conclure des accords avec les pays partenaires au bénéfice de la mobilité de ses ressortissants.

Source : Passport Index

Solde public primaire : Cet indicateur, déficitaire dans l'ensemble des pays africains - et dans beaucoup de pays dans le monde- permet de juger de l'équilibre entre les dépenses de l'Etat et ses recettes avant de procéder à des emprunts sur le marché national ou international. Le solde public primaire est lié à la capacité de l'Etat à intervenir dans l'économie et soutenir ses stratégies d'équipement sur le long terme.

Source : Fonds Monétaire International

Niveau de l'investissement public : Cet indicateur permet d'affiner l'analyse et avoir des éléments actuels sur le niveau de la dépense public qui dans les pays africains est très souvent orientés sur les équipements en infrastructures dans une dynamique de rattrapage.

Source : Fonds Monétaire International

Environnement régional et international : Cet indicateur composé par l'équipe de l'institut Amadeus à partir des données de la Banque Africaine de Développement sur l'intégration régionale permet de noter le niveau d'accès à des marchés régionaux ou internationaux à partir de ce pays que ce soit les accords sous régionaux africains ou les accords commerciaux préférentiels ou de libre-échange.

Source : Banque Africaine de Développement

Indice composite de stabilité Amadeus * : L'indice de stabilité de l'Institut Amadeus est composé

Structure du marché du travail et taux d'activité : Cet indicateur est composé par le taux d'activité des 15-65 ans en tenant compte de des structures et caractéristiques différentes des marchés du travail. Ainsi des taux d'activité très hauts indiquent un déficit scolaire des 15-20 ans ou des taux trop faibles avec une scolarisation en moyenne indiquent une très faible participation des femmes, ce qui a été dans les deux cas pénalisés.

Source : Organisation internationale du Travail

Taux de diplômés de l'enseignement supérieur : Cet indicateur permet de connaître la proportion de main d'œuvre mieux formée capable de constituer un vivier de cadres au sein des entreprises et administrations.

Source : UNESCO

Taux brut de scolarisation secondaire : Cet indicateur permet de connaître l'avancée des pays vers l'objectif de généralisation du niveau du secondaire qualifiant (niveau bac) pour former une main d'œuvre qualifiée à occuper un emploi productif. A noter que le taux brut prend en compte les redoublements et affichent des valeurs plus élevées que le taux net de scolarisation.

Source : UNESCO

Part du travail informel : Le travail informel très largement répandu sur le continent africain indique une faible productivité des emplois occupés. Particulièrement prédominant dans les économies très rurales et les pays à faible revenu, le travail informel est particulièrement déstructurant pour l'économie et la base fiscale de l'Etat. Quand il est prédominant il indique la faiblesse des emplois qualifiés et donc la faible protection sociale des travailleurs et la moindre circulation des compétences.

Source : Organisation Internationale du Travail

Productivité - ressources générées par emploi : Le calcul de la productivité est exprimé en US dollars constants et indique la valeur créée par chaque emploi occupé en se référant à la valeur calculée du PIB et au nombre d'emplois occupés (y compris dans le secteur informel).

Source : Organisation Internationale du Travail

Santé et protection sociale - espérance de vie : L'espérance de vie est un indicateur pertinent pour juger des protections sociales, formelles (assurances maladie, vieillesse) ou informel (tontine, solidarité familiale ou communautaire) dont peuvent bénéficier les personnes. L'indicateur permet de juger également de la solidité du système de santé.

Taux d'intérêt réel : Le taux d'intérêt réel est calculé à partir du taux de référence de la banque centrale du pays et de l'indice d'inflation. Il est possible que le taux d'intérêt réel dans un pays soit négatif auquel cas une spirale inflationniste peut contribuer à fragiliser très fortement le système bancaire.

Source : Fonds Monétaire International

Crédit au secteur privé en % PIB : Cet indicateur permet de connaître le développement du système bancaire du pays. Les pays les plus développés peuvent connaître des taux d'encours de crédit au secteur privé dépassant les 100% du PIB.

Source : Banque Mondiale

Taux de défaut bancaire : Le taux de défaut bancaire ou "prêts non performants" permet de mesurer la qualité et la santé du marché bancaire dans un pays. Les ratios d'alerte sur cet indicateur se situent au-delà de 5% de prêts non performants sur les encours totaux.

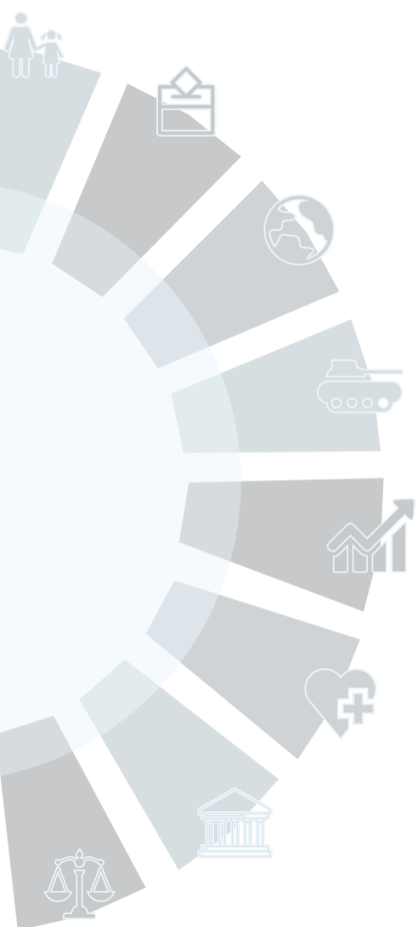
Source : Fonds Monétaire International, Banques Centrales

Développement des financements innovants : Les financements innovants notamment les financements structurés orientés sur les projets d'adaptation climatique permettent de faciliter l'émergence de projet d'adaptation et d'atténuation sur le continent.

Source : Climate Bonds Initiative

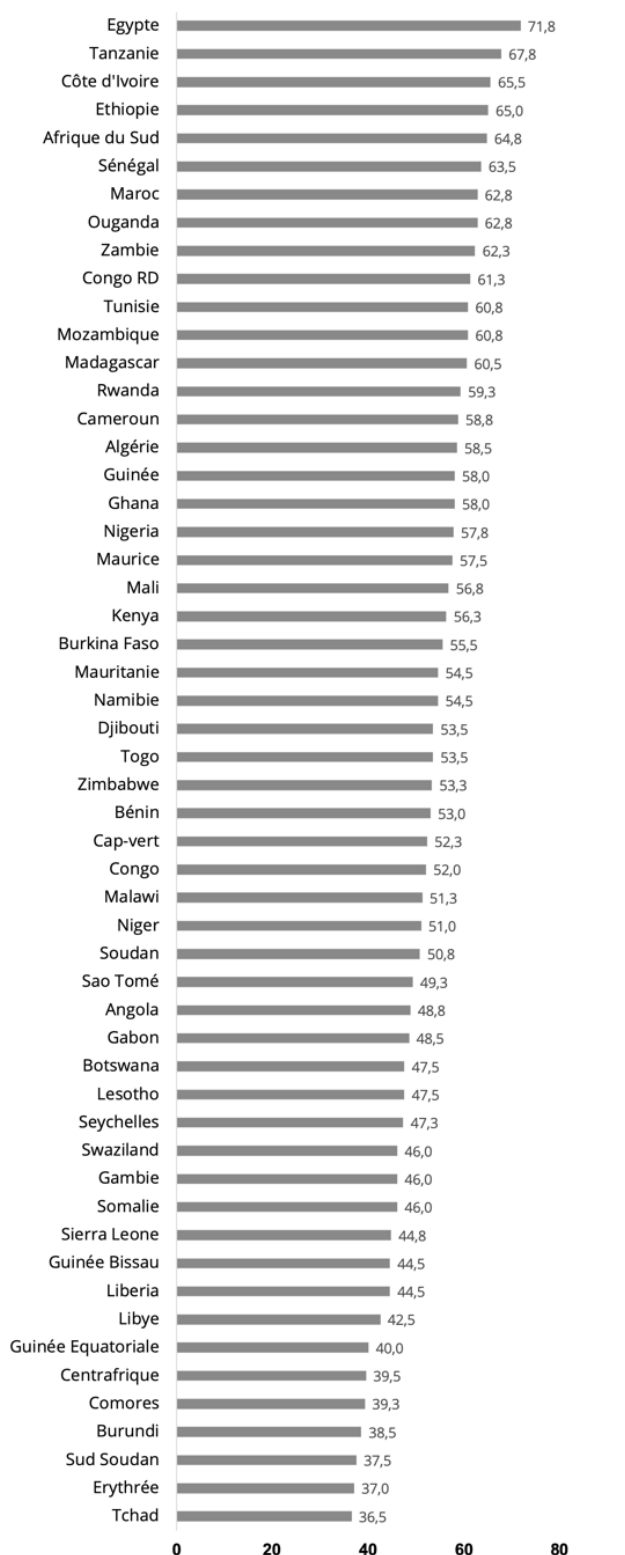
INDICATEUR	VALEUR MÉDIANE	VALEUR MOYENNE
Taux de croissance moyen sur 5 années	3,3%	3,25%
Diversification de l'offre exportable	4,5	4,3
Ouverture commerciale	50%	53%
Investissement direct étranger	2,4%	4,1%
Taille du marché - population totale	12 millions	22,6 millions
Urbanisation	42%	44%
Niveau de vie moyen	3 225 USD	6 262 USD
Accumulation brute de capital fixe	-0,6%	-2,43%
Indice d'innovation	20	
Classement doing business Banque Mondiale	52,6	
Fiscalité de l'entreprise	30%	29%
Qualité de la justice commerciale	6,5	6,8
Indice de corruption	31/100	32/100
Accès aux marchés publics	54,5	50
Infrastructure logistique et connectivité de transport	2,4	2,4
Couverture sanitaire et de santé	0,15	0,34
Niveau d'accès à internet	21,7	27
Mobilité des nationaux	64	69
Solde public primaire	-6% du PIB	-7,6% du PIB
Niveau de l'investissement public	19%	20%
Environnement régional et international		
Indice composite de stabilité Amadeus*		
Structure du marché du travail et taux d'activité	61%	58%
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur	8,6%	11%
Taux brut de scolarisation secondaire	37,6%	40%
Part du travail informel	90%	81%
Productivité - ressources générées par emploi	7 500 USD	16 100 USD
Santé et protection sociale - espérance de vie	63 ans	63 ans
Taux d'intérêt réel	5,5%	5,5%
Crédit au secteur privé en % PIB	17%	25%
Taux de défaut bancaire	12,1%	15%
Développement des financements innovants		

CLASSEMENTS PAR GROUPE D'INDICATEURS



LE PREMIER GROUPE

POTENTIEL ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ



LES ENSEIGNEMENTS

Ce sous-groupe de l'indicateur a permis de mettre en valeur des pays à revenu moyen, en pleine dynamique de rattrapage sur l'investissement privé interne et qui disposaient d'ores et déjà de l'ouverture commerciale forte et de population nombreuse comme l'Egypte ou l'Ethiopie. La Côte d'Ivoire affichant le meilleur taux de croissance moyen ces cinq dernières années occupe une place sur le podium.

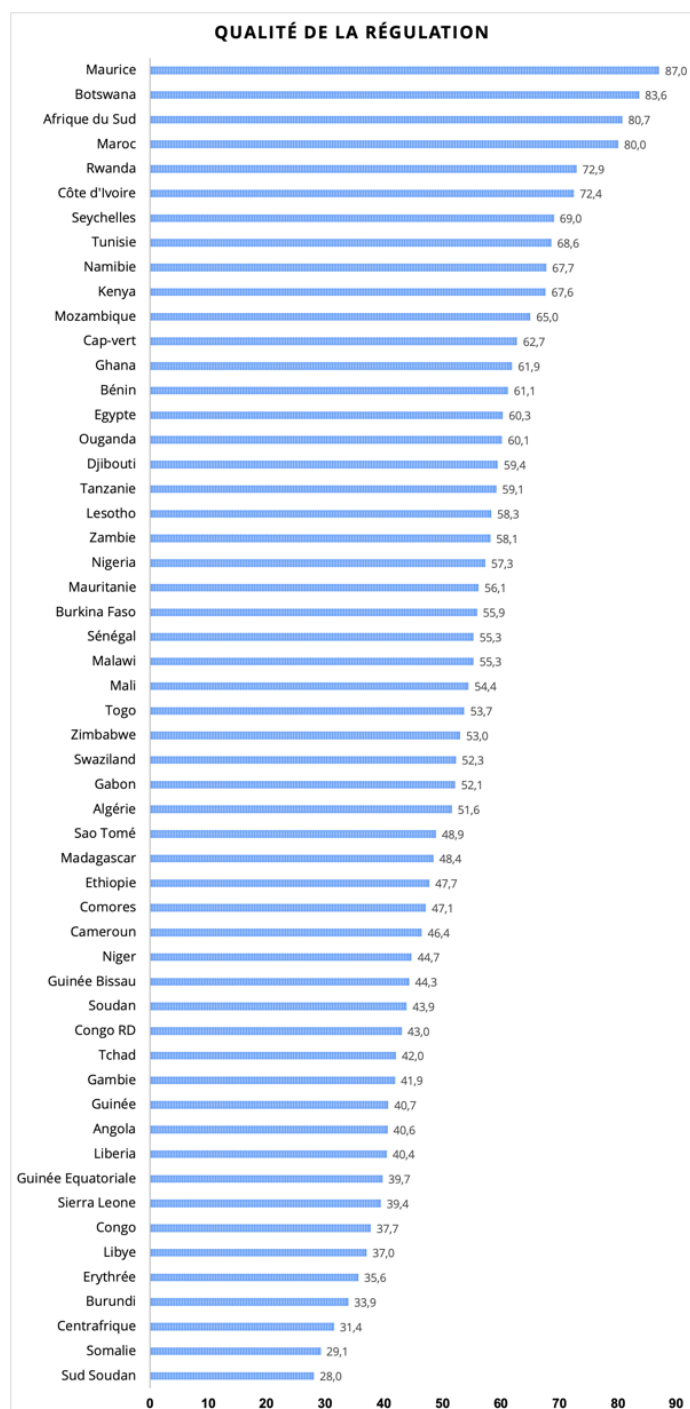
Les rangs des 10 premières places du classement sont occupées par des économies relativement diversifiées (en comparaison avec d'autres économies africaines) et dont les taux de croissance ont été les meilleurs tout en maintenant un taux d'investissement étranger plus élevé que la moyenne des autres pays, comme le Sénégal ou la Zambie. Le Mozambique affiche des investissements directs étrangers records depuis 2012 notamment à la suite de la découverte et mise en exploitation de champs gazier mais souffre de la faiblesse de son investissement privé productif.

D'une manière générale ce sous-groupe permet de modéliser les effets de contexte plutôt que des données structurelles et d'attirer l'attention sur les "hot spots" de l'investissement sur le continent, en valeur relative. Certains pays en mal d'investissement privé productif ces dernières années, comme le Maroc, réussissent néanmoins à se maintenir à un bon niveau.

Les pays les plus peuplés du continent (Nigeria, Congo) souffrent d'un manque de dynamisme de leur croissance et de l'investissements qui les empêchent de capitaliser sur l'atout que constitue leur démographie importante.

LE DEUXIÈME GROUPE

QUALITÉ DE LA RÉGULATION ET RÔLE DE L'ÉTAT



LES ENSEIGNEMENTS

Le groupe d'indicateurs "qualité de la régulation" permet de mettre en évidence le rôle central des institutions et de l'Etat au service du développement économique.

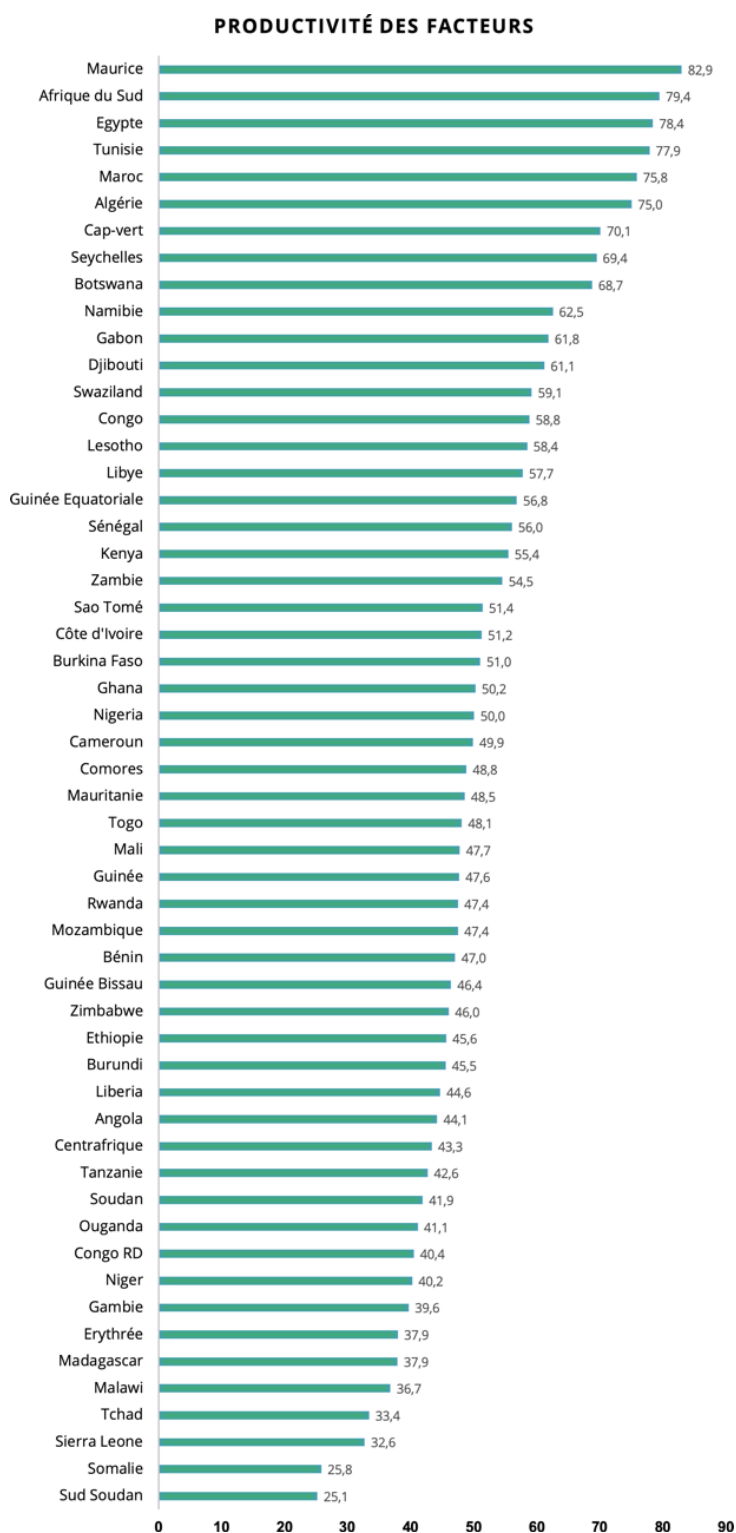
Ce groupe de l'indice bénéficie assez largement des grandes enquêtes standardisées des institutions financières internationales et des ONGs qui travaillent sur les questions de transparence, de corruption et d'environnement des affaires. Très logiquement les pays les mieux classés sont ceux déjà recensés par ces enquêtes internationales comme étant autant de "bons élèves".

Néanmoins les sous-composantes "infrastructures" et "cadre macroéconomique" permettent de mettre la question de la "bonne gouvernance" en perspective avec celle du rôle de l'Etat comme agent économique et sa capacité à investir des ressources pour l'édification des infrastructures nécessaires à un développement économique de long terme.

Les pays comme le Niger, ou le Malawi souffrent de leurs faibles taux d'équipement malgré leurs standards de gouvernance jugés plus élevés que la moyenne des autres pays africains. La gestion des finances publiques et les le haut niveau d'investissement public permettent au Botswana de surclasser les pays affichant des standards de gouvernance comparables. A contrario un pays comme l'Egypte souffre d'un déséquilibre très fort de ses finances publiques qui entravent le niveau d'investissement public dans un contexte où son environnement réglementaire commercial est jugé déficient.

LE TROISIÈME GROUPE

QUALITÉ DES FACTEURS DE PRODUCTION



LES ENSEIGNEMENTS

Pondéré plus fortement sur la qualité des ressources humaines (éducation, santé, structure du marché du travail) le troisième groupe d'indicateurs permet de mettre en avant des pays dont les indicateurs d'éducation et de santé (espérance de vie) sont relativement meilleurs et dans lesquels le système bancaire et financier permet est plus développé que la moyenne des pays africains.

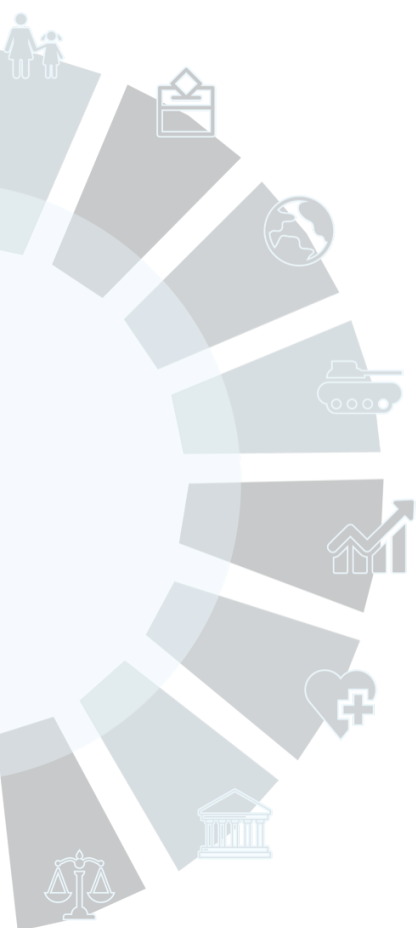
L'île Maurice se distingue particulièrement dans cette combinaison des deux facteurs de production ainsi que les pays d'Afrique du Nord et Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Zimbabwe).

La Maroc malgré son marché du travail affichant une faible performance dû au taux d'activité faible des 15-65 ans (notamment taux féminin d'activité) et à un niveau d'éducation plus faible que les autres pays d'Afrique du Nord notamment dans l'enseignement supérieur, réussit à se hisser dans les premières places grâce à la qualité de son système bancaire.

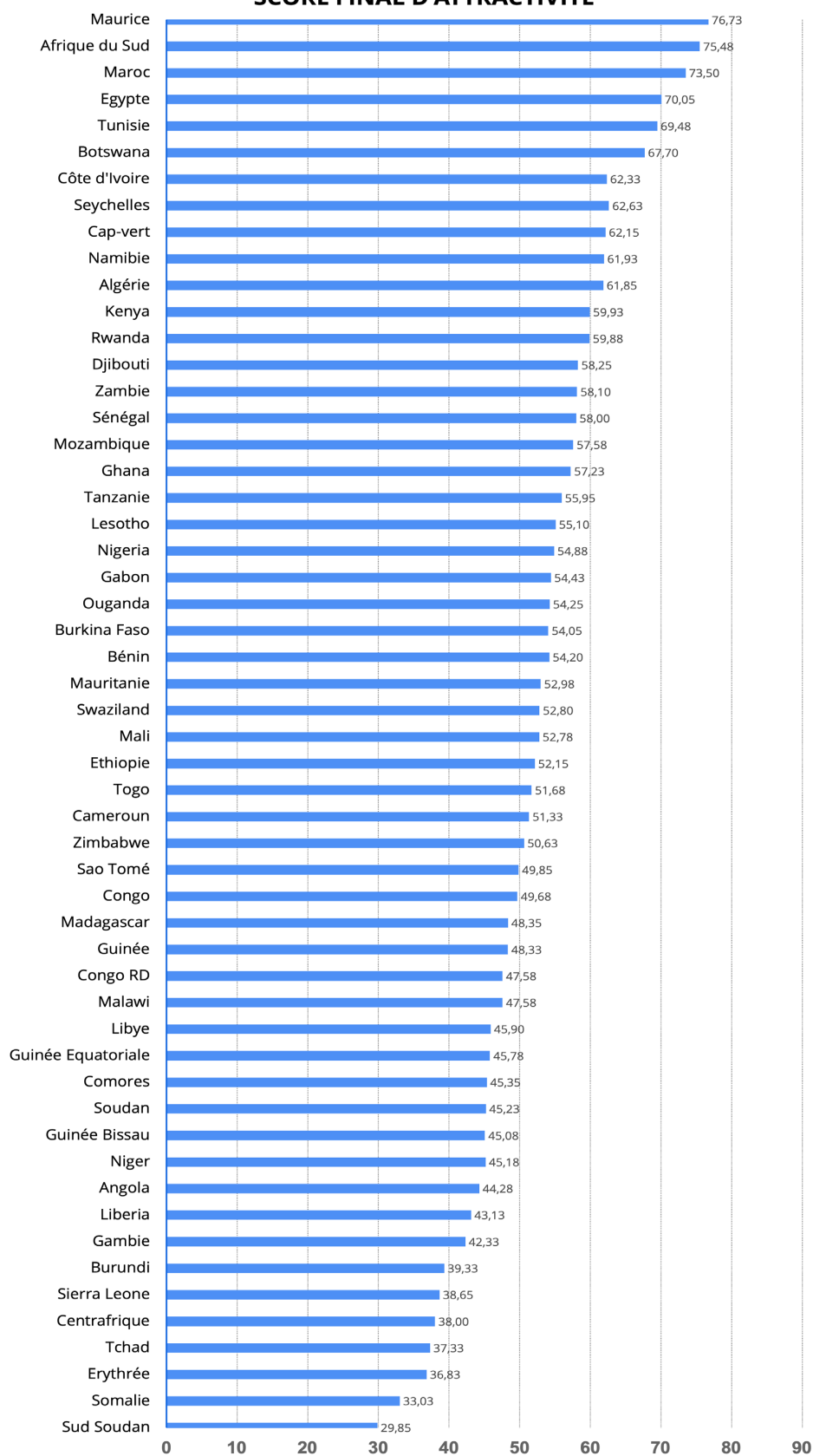
L'Afrique du Sud, très affectée par une espérance de vie basse dû à un taux de prévalence du VIH élevé et les conditions de pauvreté d'une fraction élevée de sa population compte tout de même dans les pays les plus attractifs du classement et occuperait la première si ce n'était dû à l'espérance de vie.

Parmi les pays d'Afrique du Nord, la Libye souffre de la déstabilisation profonde de son économie et de la faible performance de son système bancaire.

SCORE FINAL D'ATTRACTIVITÉ



SCORE FINAL D'ATTRACTIVITE

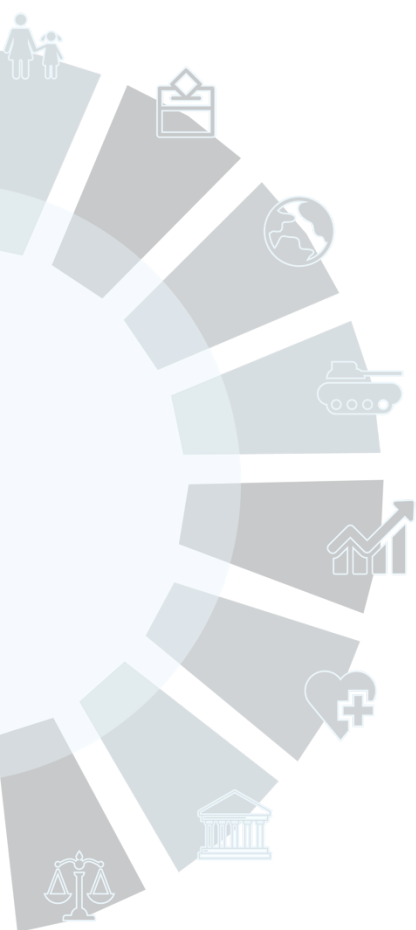


FOCUS SUR QUELQUES RESULTATS DE PAYS

LES LEADERS

LES CHALLENGERS

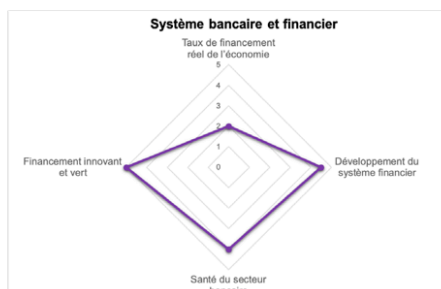
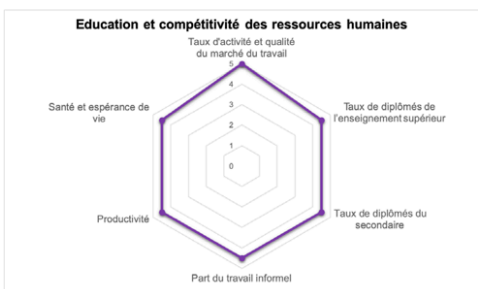
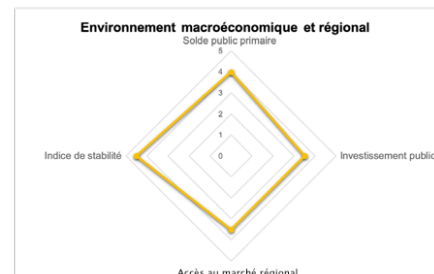
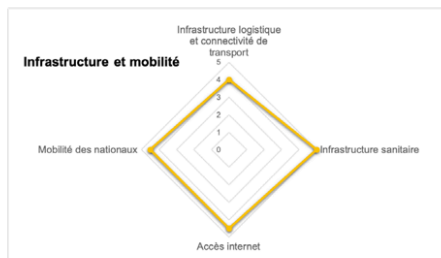
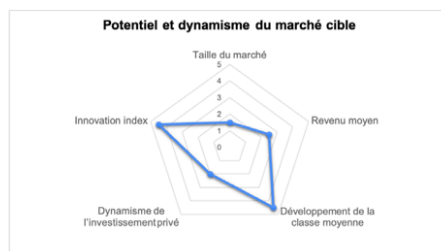
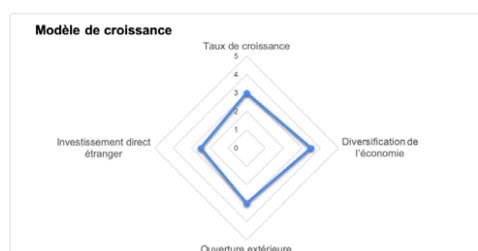
LES POTENTIELS



LE GROUPE LEADER

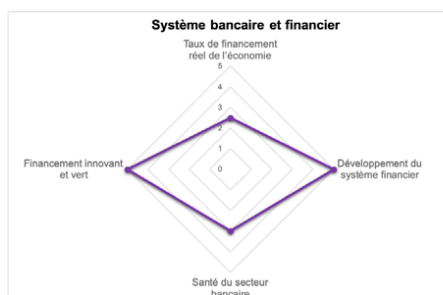
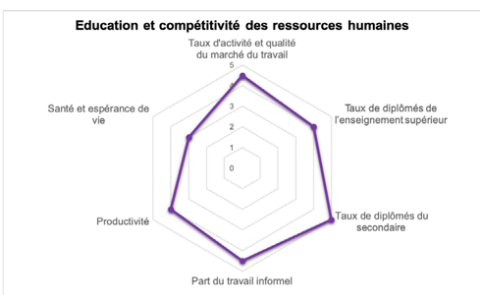
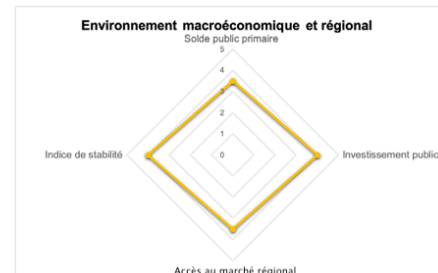
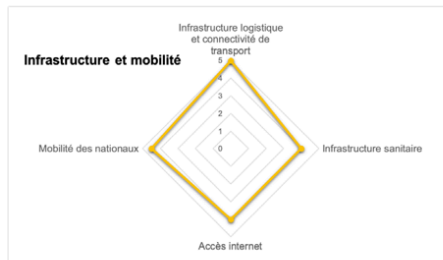
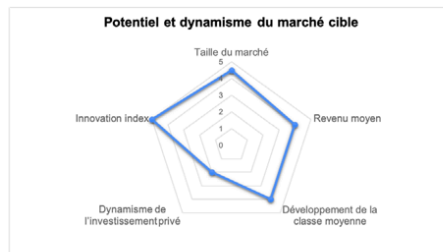
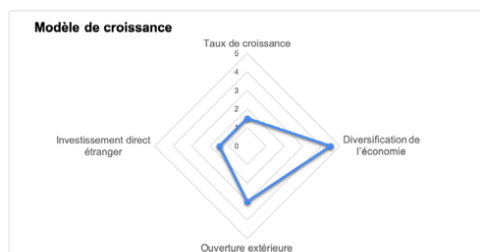
MAURICE

Score final 76,7 / 100



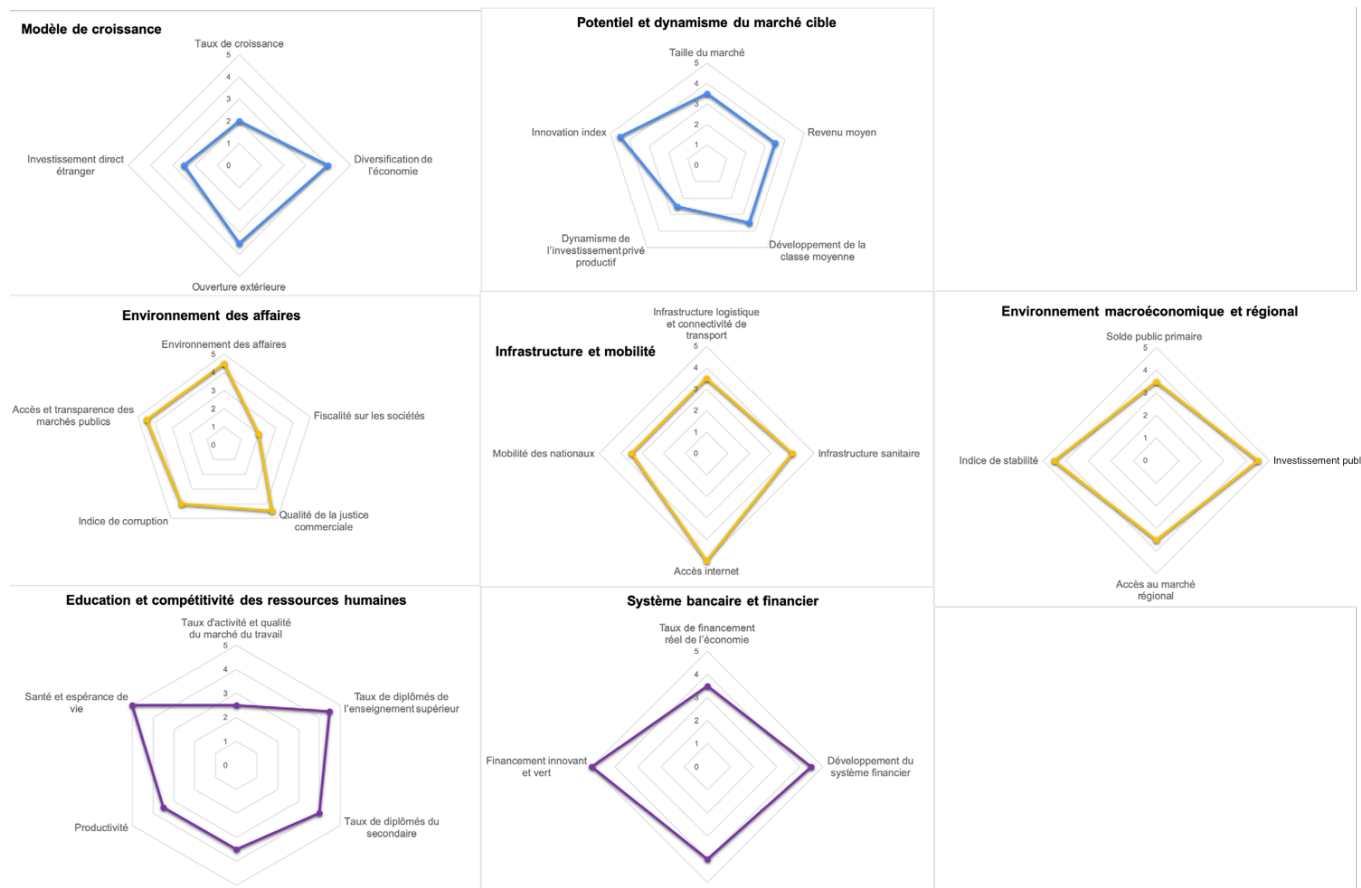
AFRIQUE DU SUD

Score final 75,5 / 100



MAROC

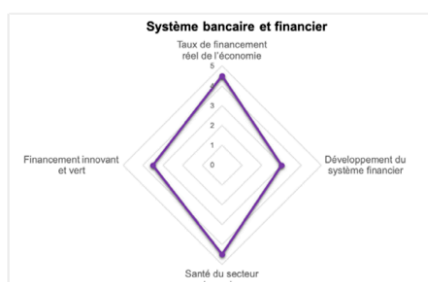
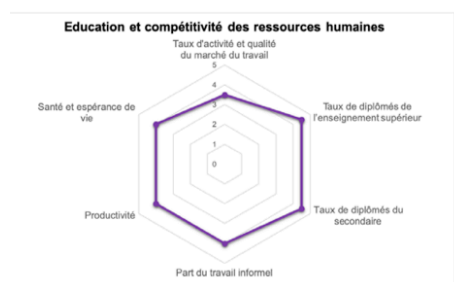
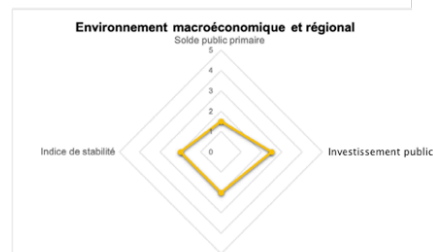
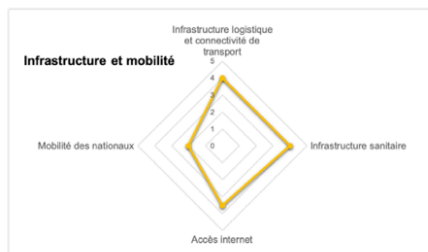
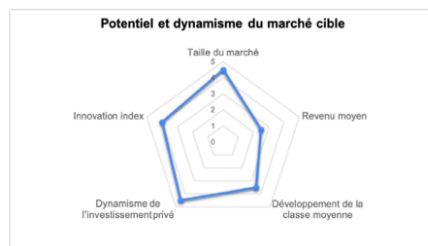
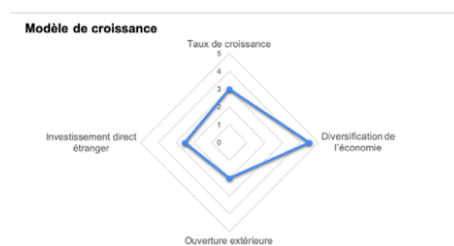
Score final 73,5 / 100



LES CHALLENGERS

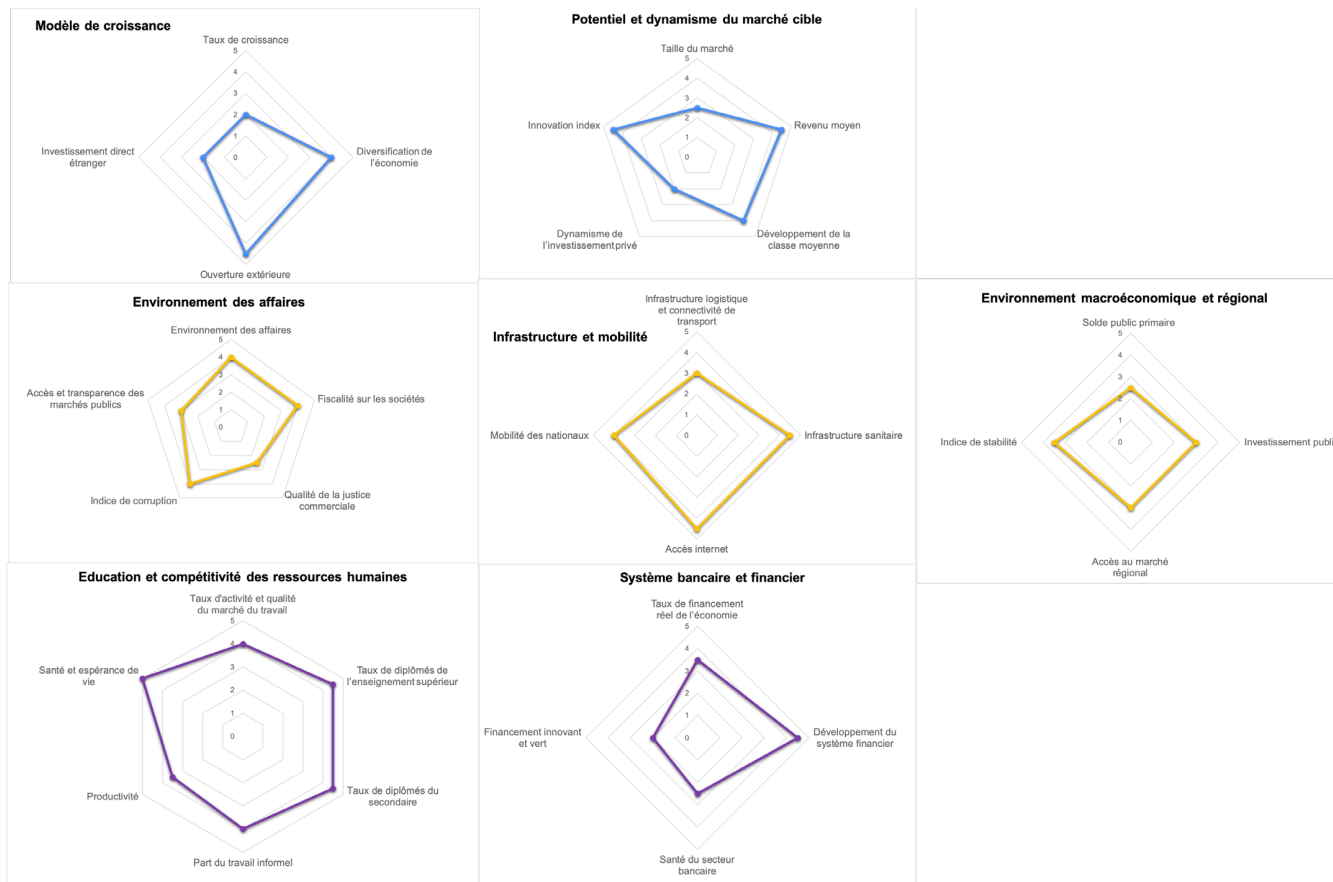
EGYPTE

Score final 70 / 100



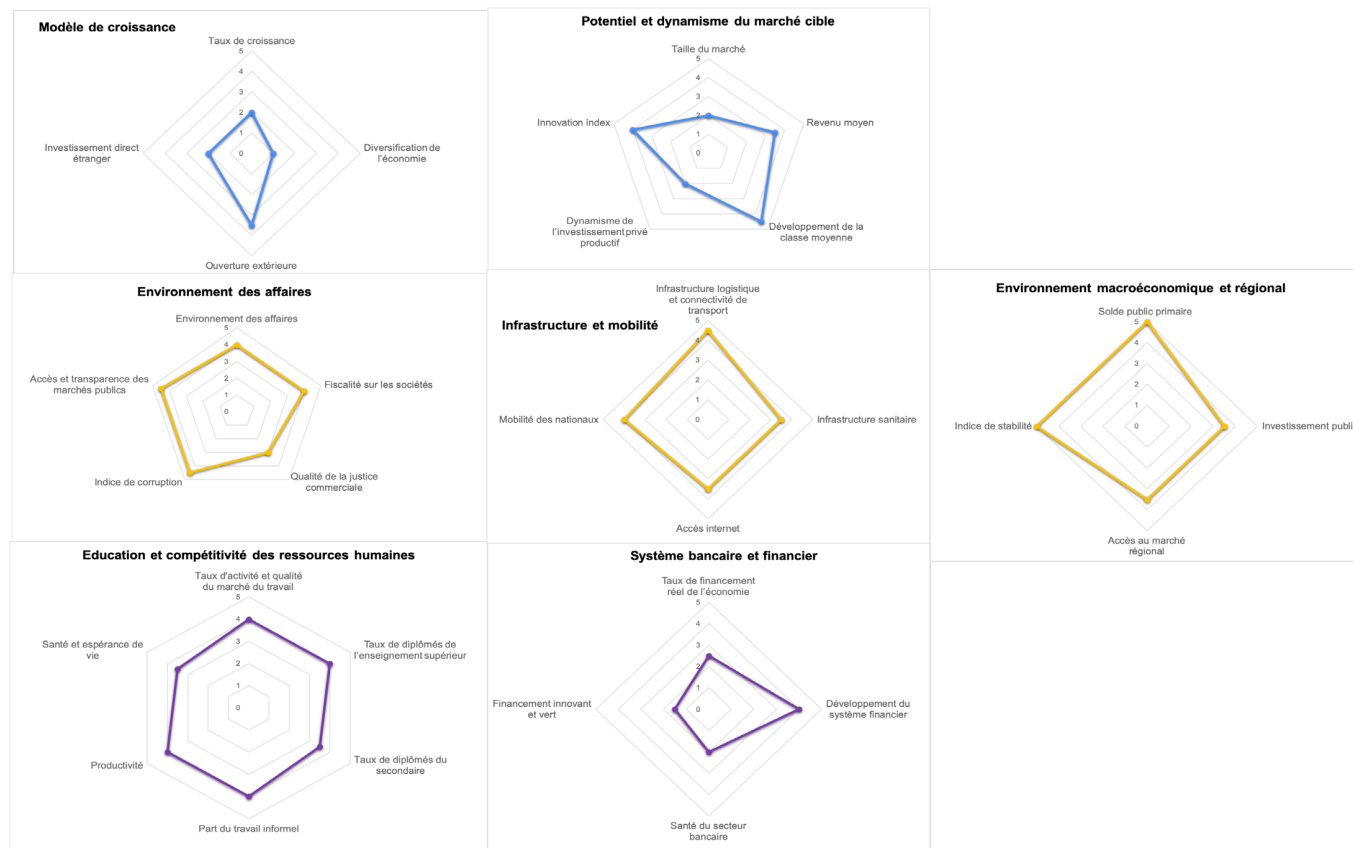
TUNISIE

Score final 69,5 / 100



BOTSWANA

Score final 67,7/ 100



LES POTENTIELS

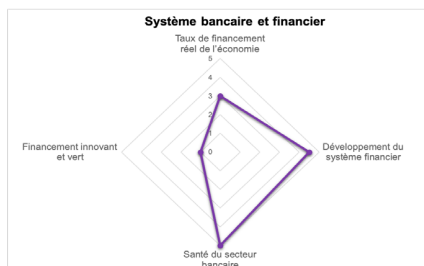
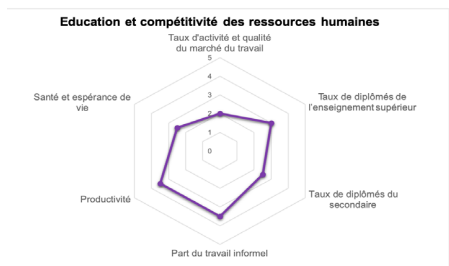
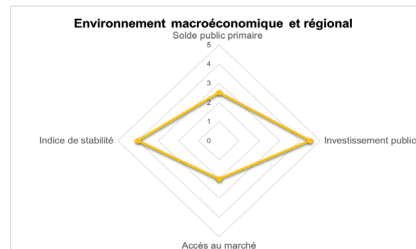
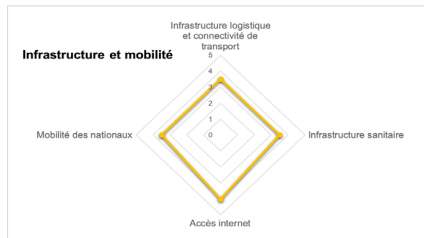
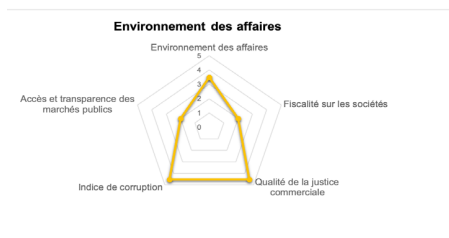
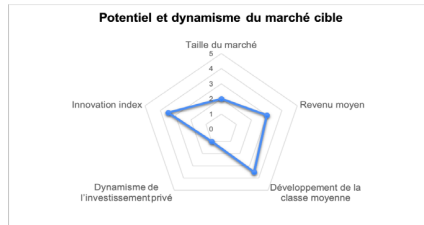
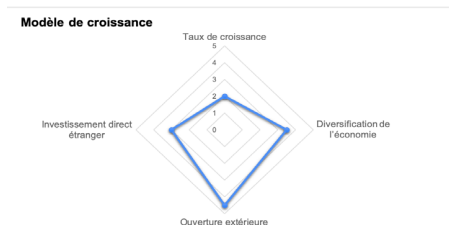
CÔTE D'IVOIRE

Score final 62,3 / 100



NAMIBIE

Score final 61,9 / 100



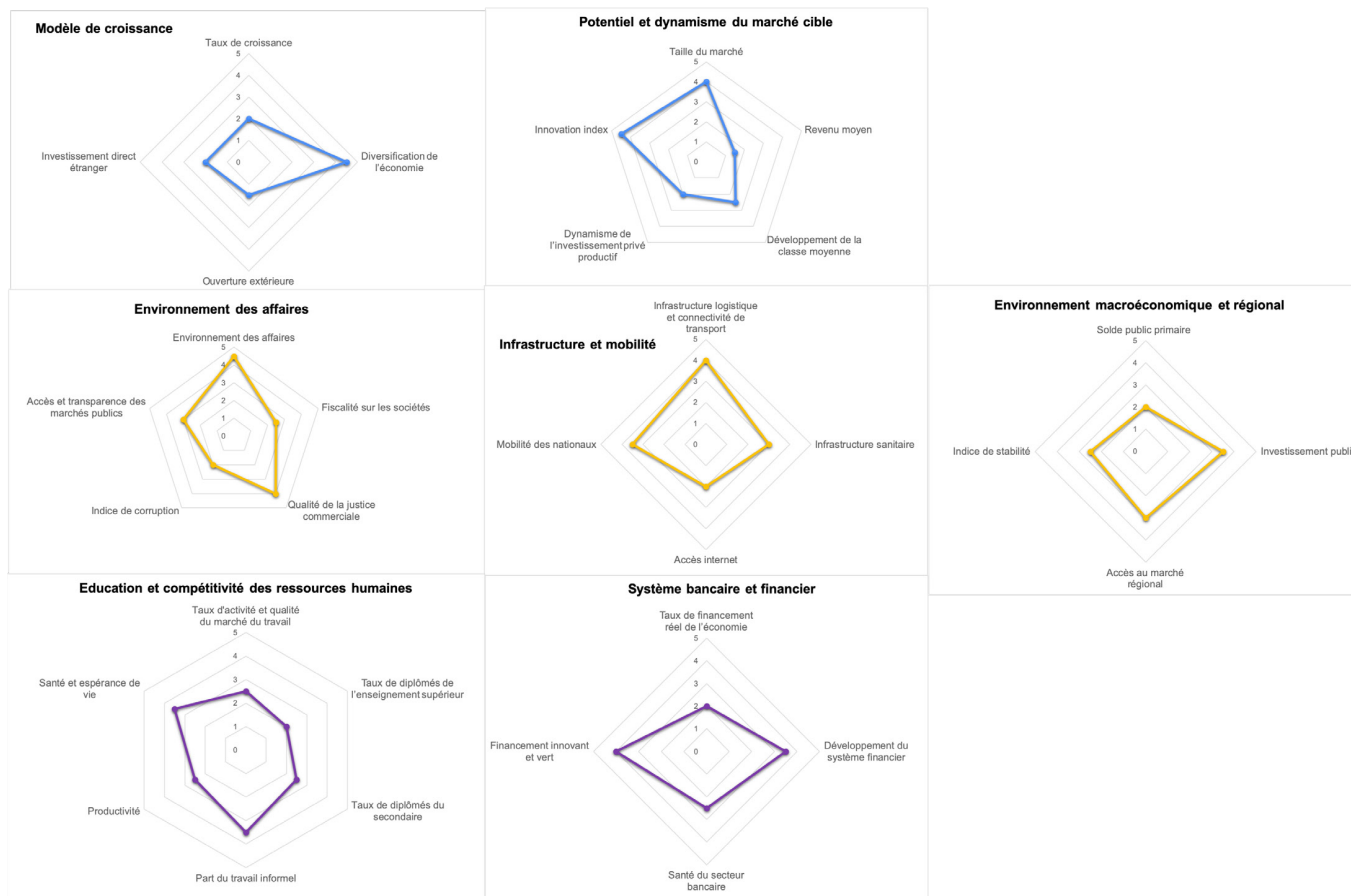
ALGÉRIE

Score final 61,8 / 100



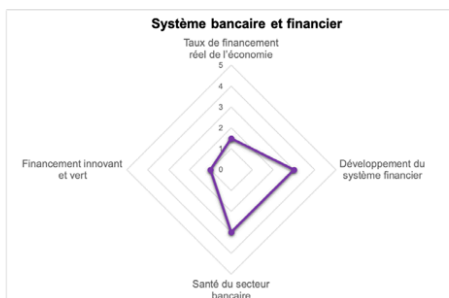
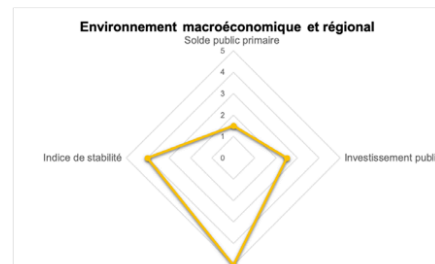
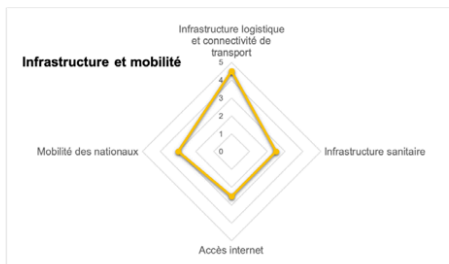
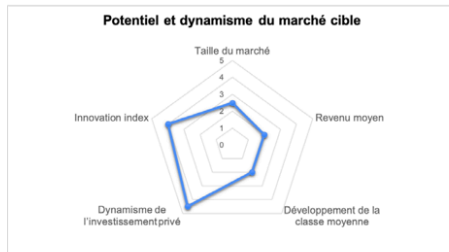
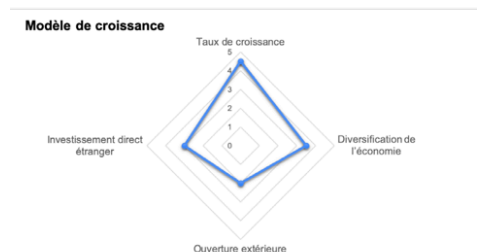
KENYA

Score final 59,9 / 100

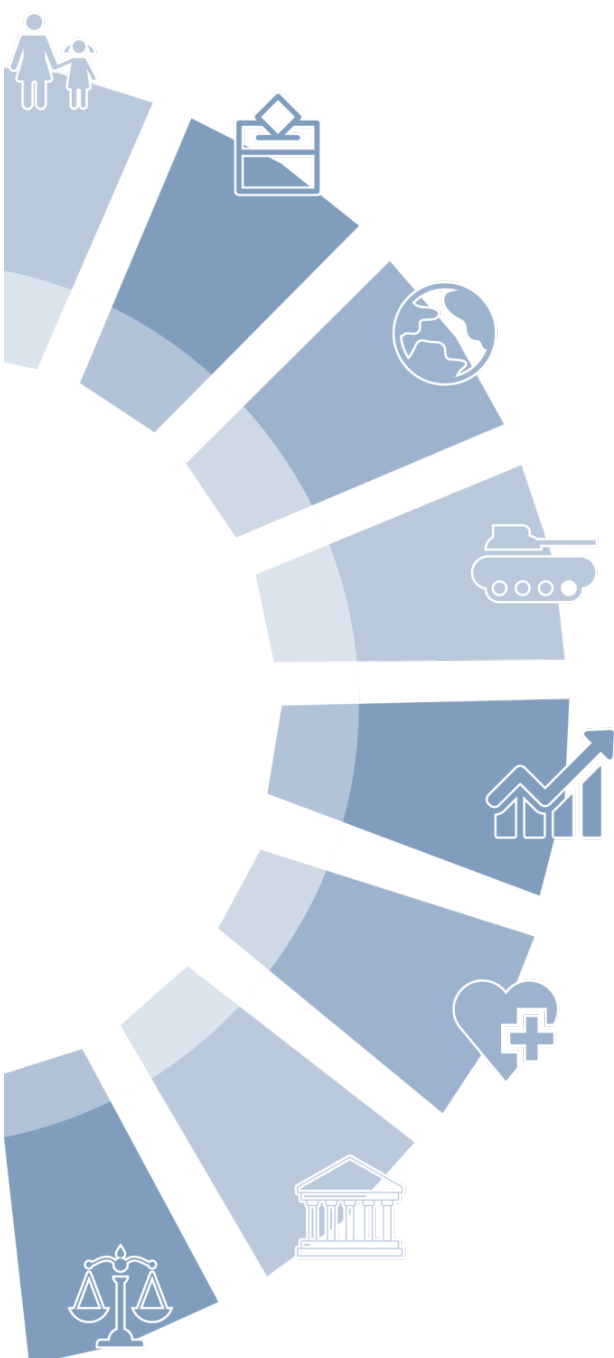


RWANDA

Score final 59,8 / 100



L'INDICATEUR DE LA STABILITÉ



DESCRIPTION

Durant les quinze dernières années, le continent africain s'est classé au deuxième rang au niveau international pour la croissance économique avec plus de 5% de croissance annuelle. Pourtant seuls deux pays du continent disposent actuellement de la notation « investment grade » en deçà duquel les investisseurs privés institutionnels ne souscrivent pas à un véhicule d'investissement, qu'elle soit une dette souveraine ou une levée de fonds privés. Les pays africains sont victimes d'une « surprime de risque politique » dans un contexte de développement économique. L'indice de stabilité réalisé par l'institut Amadeus tend à donner une appréciation en dynamique mais aussi en profondeur des réalités politiques du continent et des zones de faiblesse.

L'image de l'Afrique reste fragile aux yeux des investisseurs internationaux alors même que la conflictualité sur le continent a baissé depuis vingt ans et que les pays africains agissent au premier rang pour résorber les problèmes sécuritaires à caractère transnational. Malgré des trajectoires politiques marquées par la violence coloniale et la compétition politique entre groupes différents, les rapports politiques deviennent plus pacifiques. Les alternances politiques ont pu être observées dans un nombre croissant de pays malgré les tensions politiques et électorales. Les institutions régionales et sous régionales ont participé activement aux médiations des crises internes et à la résolution des conflits frontaliers.

Enfin les modalités d'intervention des institutions financières internationales et des partenaires de développement ont évolué pour permettre aux États de conduire de nouveaux projets de développement et de se désendetter fortement à travers les restructurations de dette notamment l'initiative PPT. Le modèle économique dominant est certes resté un modèle d'extraversion économique très lié à la mono-exportation, aux industries extractives et reste une fragilité pour le développement et la stabilité de long terme. Cependant des pays en voie de diversification économique montre la voie aux autres.

Analyser la capacité à rester stable dans un contexte dynamique demande donc une capacité à analyser dans le long terme la trajectoire des États et les formes que peuvent prendre les ajustements de leur système politique. Il faut également tenir compte de la vulnérabilité de l'État aux chocs externes qu'ils soient économiques, environnementaux ou politiques. A travers l'indicateur de stabilité l'Institut Amadeus propose des critères multidimensionnels pouvant avantageusement compléter et parfaire les approches d'autres grandes enquêtes et classements internationaux focalisés sur des points sectoriels (vulnérabilité climatique, gouvernance, risque terroriste).

L'indice de stabilité permet d'appréhender la trajectoire politique d'un État dans sa complexité à partir des connaissances partagées par les scientifiques et les institutions productrices de sens et d'analyse telles que les think-tank. Il comporte trois groupes de critères :

(1) La sociologie politique de l'État et la maîtrise de la violence politique légitime

Ce groupe de critères pondéré à hauteur de 35% vise à analyser la pérennité des institutions politiques et de capter les assises du pouvoir en termes de légitimité et de ressources politiques afin d'asseoir une autorité de l'État sur les groupes politiques et imposer un cadre de compétition pacifié pour l'exercice du pouvoir. Il permet de saisir aussi la capacité du pouvoir politique à intégrer la dissidence ou le dissensus politique par des mécanismes soit d'alternance soit de cooptation politique.

(2) Les vulnérabilités sociales et environnementales

Ce groupe de critères pondéré à 35% permet de situer les défis les plus pressants qui peuvent mener à la fragilisation accélérée de groupes sociaux et aux déstabilisations politiques. Les questions sociales (emploi, services publics) et environnementales mettent sous pression de nombreux États africains dans un contexte de distribution inégale des ressources hydriques et de démographie forte. Ces phénomènes conjugués peuvent conduire à une métropolisation mal maîtrisée et des vulnérabilités fortes notamment vis à vis de la sécurité alimentaire.

(3) La résilience de l'État

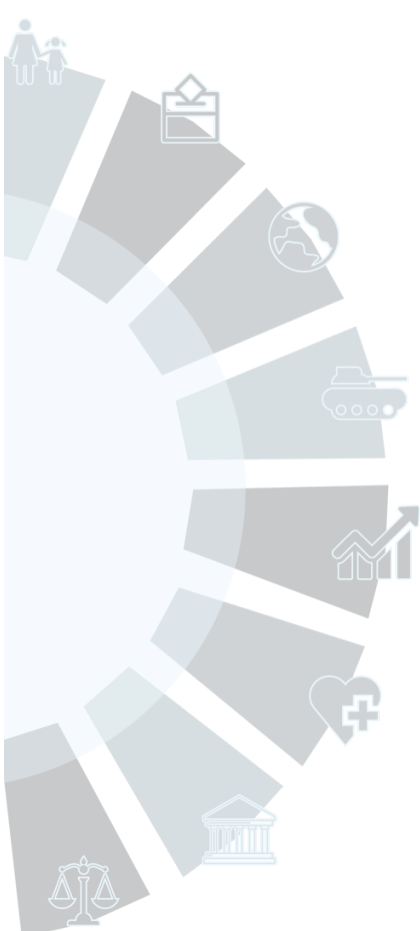
Ce groupe de critères pondéré à 30% permet d'évaluer si l'État a des marges de manœuvre pour faire face à un choc externe notamment économique qui aggraverait sa situation macroéconomique et le contraindrait à des arbitrages le privant de marges de manœuvres économiques et sociales. Dans ce groupe de critères le soutien potentiel des institutions financières internationales et des partenaires de développement est pris en compte. En contexte de choc macroéconomique et d'urgence budgétaire, la qualité de négociation de l'État avec ces partenaires détermine sa capacité à concilier ses contraintes et obtenir des aides et garanties lors des négociations sous article IV avec le FMI.



LES NOTES

- Note 5 - le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
- Note 4,5 - les pays de la 2ème à la 5ème place
- Note 4 - les pays de la 6ème place à la 9ème
- Note 3,5 - les pays de la 10ème place à la 16ème place
- Note 3 - les pays de la 17ème place à la 23ème
- Note 2,5 - les pays de la 24ème place à la 30ème
- Note 2 - les pays de la 31ème place à la 43ème place
- Note 1,5 - les pays de la 44ème place à la 50ème
- Note 1 - les pays classés au-delà de la 50ème place

INDICATEURS, SOUS-INDICATEURS ET PONDÉRATIONS



	GRUPE D'INDICATEURS		INDICATEUR	
SOCIOLOGIE DE L'ETAT, VIOLENCE POLITIQUE ET RISQUES SÉCURITAIRES	Régulation politique	20%	Typologie du régime politique	20%
			Tensions séparatistes et régionalistes	20%
			Contrôle de la violence politique	20%
			Contestation politique et sociale	20%
			Renouvellement et alternance politique	20%
	Gouvernance sécuritaire	15%	Contrôle civil des forces armées	30%
			Menaces sécuritaires armées	15%
			Souveraineté de la défense	15%
			Risque de contagion des conflits	25%
			Budget militaire et capacité de défense	15%
VULNÉRABILITÉS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	Gouvernance du social	20%	Redistribution et subsides sociaux	20%
			Taux de chômage et de sous-emploi	10%
			Insertion des femmes sur le marché du travail	15%
			Niveau de développement humain	20%
			Chômage des jeunes	20%
			Inégalités	15%
	Menaces environnementales	15%	Sécurité alimentaire	20%
			Adaptation au stress hydrique	30%
			Résilience aux changements climatiques *	15%
			Couverture sanitaire et protection sociale	20%
RÉSILIENCE DE L'ÉTAT	Crédibilité de l'État	15%	Qualité de la gouvernance - Mo Ibrahim index	35%
			Soutenabilité de la politique budgétaire	20%
			Espace civique - participation démocratique	20%
			Surface économique de l'Etat	15%
			Aide publique au développement	10%
	Vulnérabilité économique aux chocs externes	15%	Diversification du profil des exports	20%
			Mouvements migratoires	15%
			Maitrise de l'endettement public	15%
			Inflation moyenne	25%
			Couverture du risque de change - réserves de change en mois d'importation	25%

* La note finale de cet indicateur a été conçue non pas en fonction du rang de classement entre les pays africains mais sur la base d'une notation conçue spécifiquement à partir des données scientifiques disponibles sur la vulnérabilité de chacun des pays.



Typologie du régime politique : L'index de the *Economist Intelligence Unit* permet de classifier des typologies de régime, du plus ouvert ou démocratique au plus autoritaire.

Source : EUI democracy index

Tensions séparatistes et régionalistes : La base de données de ACLED, une donnée de source africaine permet de recenser tous les actes de violences et de protestation politique dans chaque pays africain. Cet indicateur additionne les actes des groupes séparatistes et régionalistes.

Source : ACLED

Contrôle de la violence politique : Cet indicateur de source ACLED additionne les protestations violentes, les émeutes et pénalise lourdement chaque pays dans lesquels des incidents mortels ont lieu lors de ces événements.

Source : ACLED

Contestation politique et sociale : Cet indicateur de source ACLED additionne le nombre de protestations à caractère économiques et sociales et pénalise lourdement d'éventuels incidents mortels dans la gestion des manifestations pacifiques.

Source : ACLED

Renouvellement et alternance politique : Cet indicateur représente la longévité des régimes politiques et leur capacité à agréger de nouveaux soutiens partisans ou sociaux.

Source : Recherche et Analyse, Institut Amadeus

Contrôle civil des forces armées : Cet indicateur indique le niveau de contrôle de l'autorité politique sur les forces armées. Il reprend l'historique des coups d'Etat et les modes de gouvernance du secteur de la sécurité.

Source : Recherche et Analyse, Institut Amadeus

Menaces sécuritaires armées : Cet indicateur de source ACLED additionne les actions violentes et armées entreprises contre les civils ou les forces armées d'un pays.

Source : ACLED

Souveraineté sur la défense : Cet indicateur reprend les contraintes pesant sur la défense de chaque pays à travers la présence de forces armées étrangères, la fragmentation des forces de sécurité et les accords avec des puissances internationales ou régionales.

Source : Recherche et Analyse, Institut Amadeus

Risque de contagion des conflits : Cet indicateur analyse les risques pesant sur chaque pays par rapport aux pays voisins subissant des attaques de groupes armés organisés.

Source : ACLED et recherche Amadeus

Sécurité alimentaire : Cet indicateur composite reprend le niveau moyen de calories consommés dans chaque pays, les calories d'origine animal ainsi que la dépendance par rapport aux importations alimentaires.

Source : FAO

Taux de chômage et de sous-emploi (pop. de + de 15ans) : Cet indicateur reprend les statistiques compilées par l'OIT sur le taux de chômage et de sous-emploi des plus de 15ans.

Source : OIT

Redistribution et subsides sociaux : Cet indicateur reprend les données des budgets sociaux de l'Etat par rapport au PIB.

Source : FMI

Insertion des femmes sur le marché du travail : Cet indicateur reprend le taux d'activité des femmes indice sur les structures sociales.

Source : OIT

Chômage des jeunes : Cet indicateur reprend la part des jeunes au sein de la population au chômage permettant de situer les difficultés de l'insertion sociale dans cette catégorie.

Source : OIT

Inégalités : Le GINI analyse le rapport de richesse entre le décile le plus riche d'un pays et le décile le plus pauvre.

Source : GINI index

Stress hydrique : Cet indicateur reprend les données statistiques de consommation de la ressource disponible par rapport à son taux de renouvellement.

Source : Données de la Banque Mondiale

Vulnérabilité climatique : Cet indicateur a croisé deux sources de données, l'une de long terme, l'index DARA sur les effets des changements climatiques dans chaque pays à l'échéance de 2030, l'autre le climate risk index qui reprend les coûts des sinistres climatiques en 2019.

Source : DARA Monitor index et Climate risk index

Couverture sanitaire et protection sociale : Cet indicateur se compose de deux données, d'une part la dépense de l'Etat par habitant en US dollars (à parité de pouvoir d'achat), l'autre est le niveau du reste à charge pour le patient lors de soins ("out of pocket money").

Source : Organisation Mondiale de la Santé

Pression démographique : Cet indicateur correspond au taux de fécondité, qui permet de situer l'accroissement naturel de la population et le niveau de pression sur les services sociaux de l'enfance et de l'éducation.

Source : Organisation Mondiale de la Santé

Qualité de la gouvernance : Cet indice permet une approche multidimensionnelle de la gouvernance étatique avec une comparabilité internationale.

Source : Mo Ibrahim index

Soutenabilité de la politique budgétaire : Cet indicateur correspond à la charge des intérêts de la dette sur le niveau des exportations du pays. Cette statistique permet de situer sur le long terme le niveau de soutenabilité de la politique de l'Etat.

Source : FMI

Espace civique - participation démocratique : CIVICUS permet de mesurer l'état des libertés publiques et la vivacité du débat public dans chaque pays.

Source : CIVICUS

Surface économique de l'Etat : Cet indicateur correspond au poids du budget de l'Etat en % du PIB.

Source : FMI

Aide publique au développement : Cet indicateur correspond au niveau d'aide internationale au développement pour un pays en % de son PIB. L'aide internationale est un indice du soutien et de la crédibilité dont le pays bénéficie envers des bailleurs internationaux et multilatéraux. De plus APD permet d'engager et financer des réformes de structures pour l'Etat.

Source : OCDE

Diversification du profil des exports : Cet indicateur mesure le niveau de dépendance des exportations du pays aux deux principaux produits d'exportation.

Source : INTRACEN, agence OMC-ONU

Mouvements migratoires : Cet indicateur permet de mesurer le nombre d'exilés au sein d'un pays et comprendre son niveau d'exposition aux crises dans les pays environnants.

Source : UNHCR

Maitrise de l'endettement public : Cet indicateur correspond au niveau de dette de l'Etat en % du PIB.

Source : FMI

Inflation moyenne : Cet indicateur reprend le taux d'inflation sur les trois dernières années.

Source : FMI

Couverture du risque de change : Cet indicateur correspond au nombre de mois d'importation couverts par les réserves de change du pays. Il permet de comprendre la pression immédiate qui peut se produire sur le niveau de la monnaie du pays et donc des risques de dévaluation.

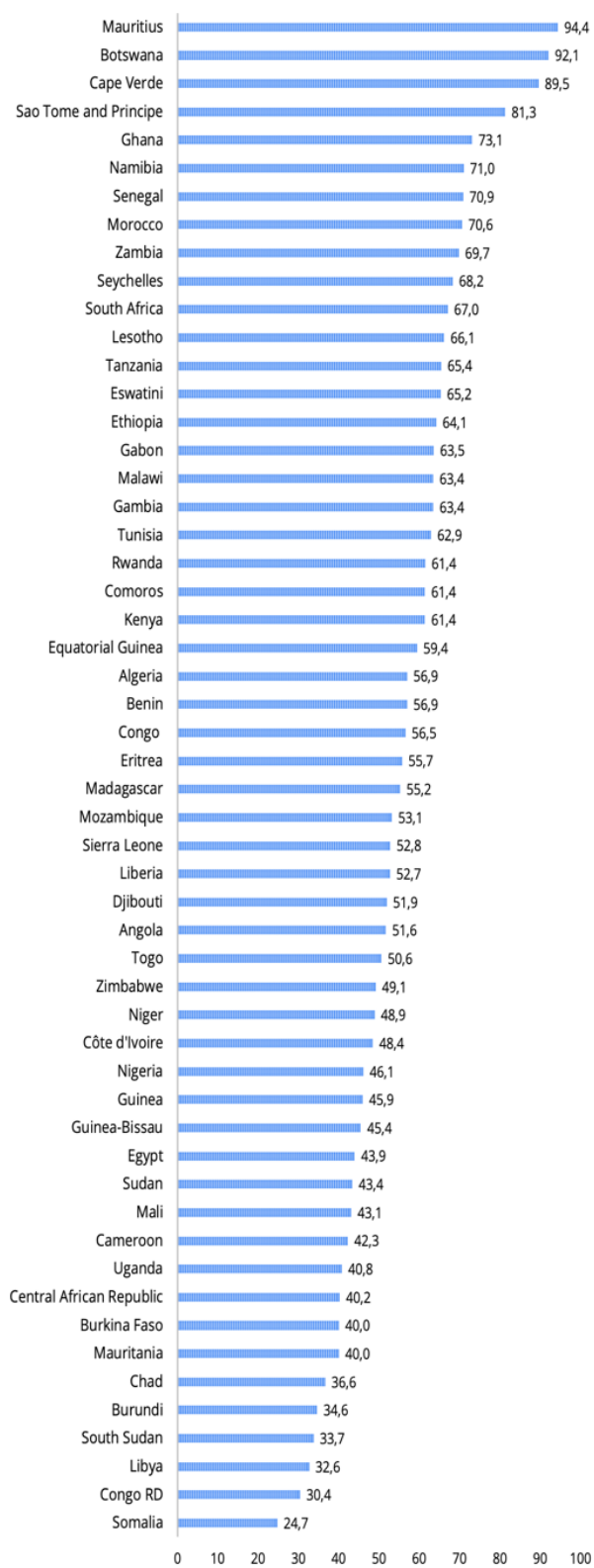
Source : FMI

CLASSEMENTS PAR GROUPE D'INDICATEURS



LE PREMIER GROUPE

SOCIOLOGIE DE L'ETAT, CONTROLE DE LA VIOLENCE ET GOUVERNANCE SECURITAIRE



L'approche du sous-indice "sociologie de l'Etat et sécurité" permet de mettre en valeur deux caractéristiques de chaque pays. D'une part la capacité de l'État à organiser un régime de plus en plus inclusif, légitime auprès de l'ensemble des populations du territoire qui fait en sorte que l'exercice du pouvoir puisse être conduit par des groupes socioéconomiques ou politiques différents sans préjudices pour les autres groupes.

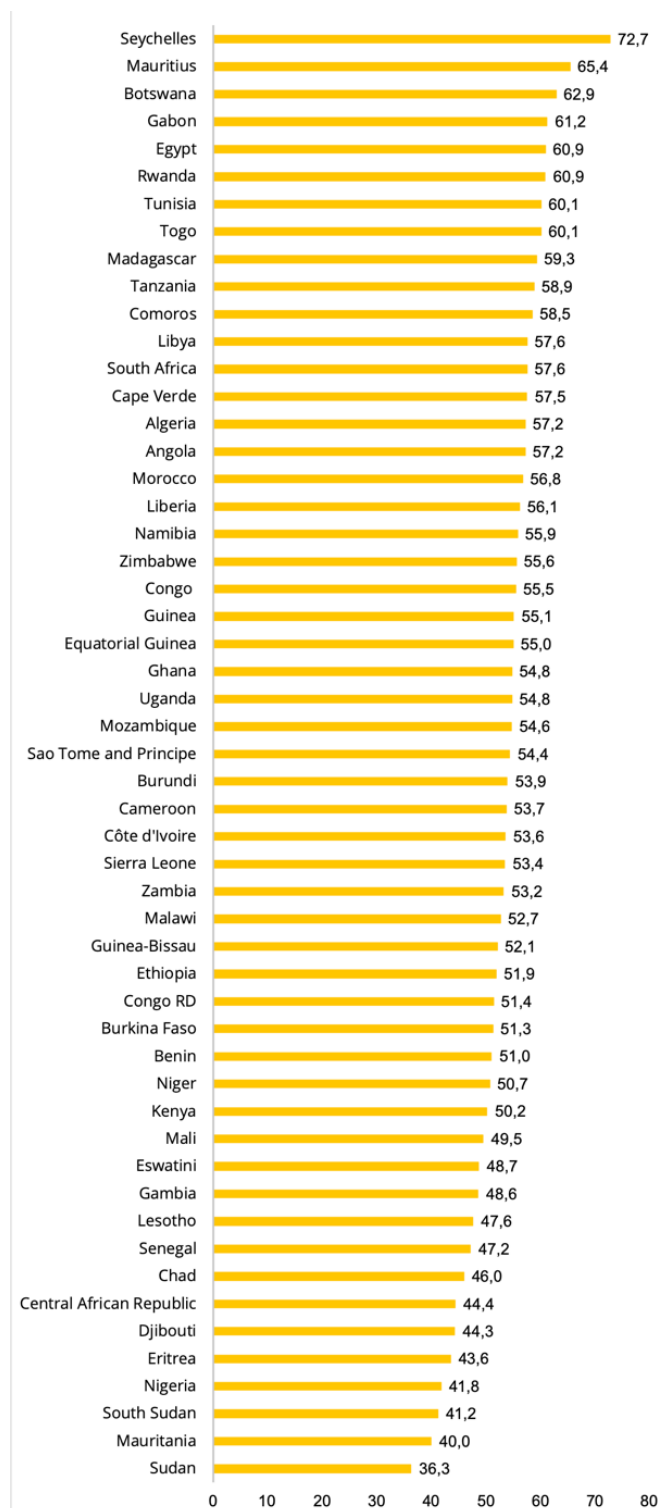
Dans ce cadre les manifestations à caractère social ou politique sont autorisées. Leur recrudescence peut être le signe d'un malaise social et politique important dans le pays mais l'indice examine plus attentivement la capacité de gestion pacifique de ces manifestations.

Ce sous-indice évalue la capacité de l'Etat à exercer un monopole de la violence légitime, à contrer les déstabilisations de groupes armés et/ou violents et à imposer une souveraineté incontestée sur son territoire à travers des forces armées structurées. Le sous-indice intègre les événements politiques et sociaux déroulés lors de l'année 2019.

Les pays d'Afrique du Nord au premier rang desquels l'Algérie mais aussi la Tunisie et le Maroc connaissent un grand nombre de manifestations pacifiques gérées globalement sans violence. D'autres pays africains sont eux au cœur d'une guerre sans merci entre les groupes armés à tendance djihadiste et leurs forces militaires. La Somalie, le Burkina Faso, le Nigeria, le Niger, l'Éthiopie. La qualité de la régulation politique et la maîtrise pleine et entière des forces armées peuvent permettre aux Etats africains de faire face aux défis sécuritaires et sociaux inhérents à leur développement ainsi qu'au contexte de militarisation et de stratégie globalisante de l'islamisme djihadiste combattant auquel fait face l'Afrique.

LE DEUXIÈME GROUPE

LES VULNÉRABILITÉS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES



LES ENSEIGNEMENTS

Les vulnérabilités telles que calculées par le sous-indice permettent de mettre l'accent sur des faiblesses structurelles qui peuvent devenir de véritables menaces si elles ne sont pas prises en compte par l'action publique.

Les pays les mieux notés sont ceux dont les efforts en termes de protection sociale et sanitaire sont particulièrement importants comme les Seychelles ou le Botswana dont les efforts dans le secteur de la santé dépassent de loin ceux des autres Etats africains.

La disponibilité des ressources en eau et l'anticipation des effets des changements climatiques permet de mesurer les pays qui seront les plus affectés par ces évolutions.

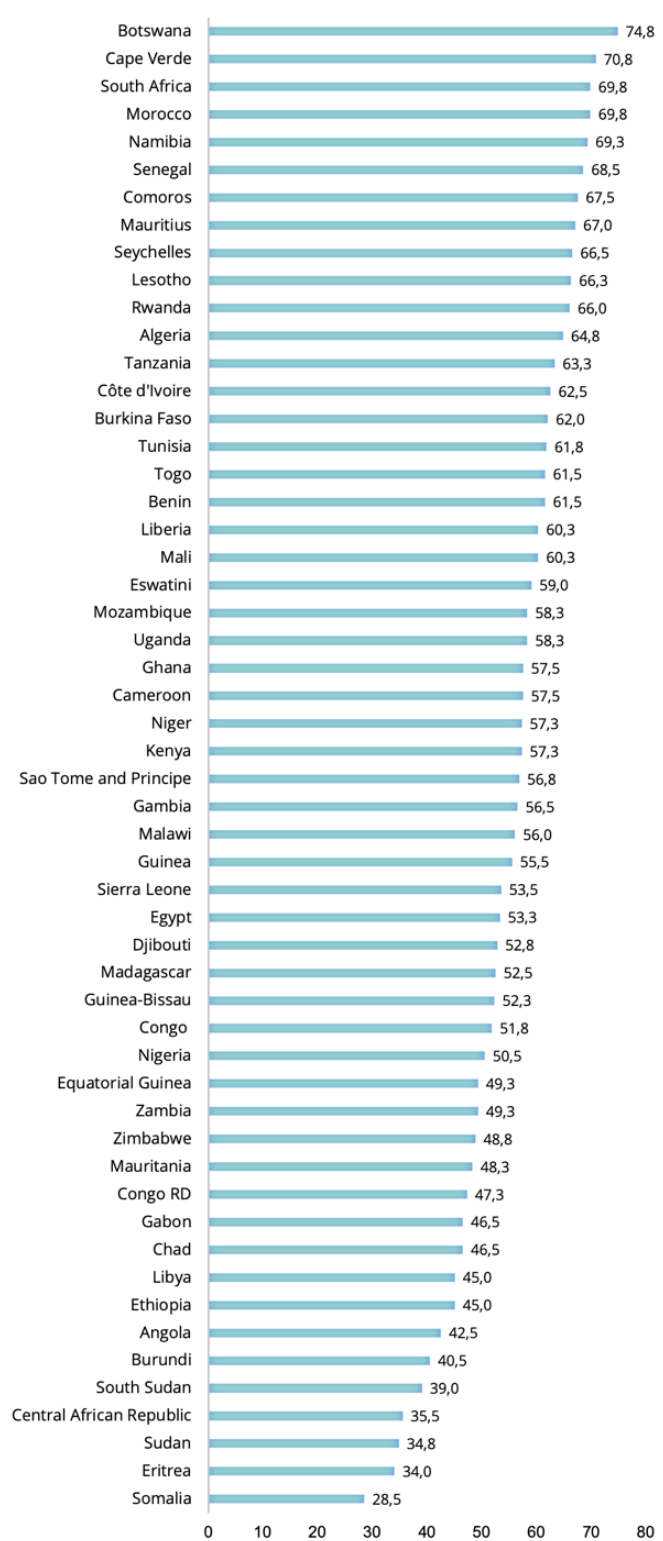
La prise en compte des inégalités économiques permet de mettre en évidence les points de tension potentiels dans le long terme même si certains pays très égalitaires (à l'échelle du continent) comme l'Algérie ou la Tunisie connaissent des manifestations fréquentes à caractère social et politique.

Les pays arides de la bande sahélo-saharienne souffrent de leur vulnérabilité aux changements climatiques dans un contexte où beaucoup d'entre eux ont du mal à pouvoir assumer les coûts de système de protection sociale et assurer un équilibre de sécurité alimentaire suffisant.

Les changements climatiques combinés à la vulnérabilité sociale et sanitaire peuvent affecter grandement le groupe de pays les plus faiblement notés dans cette catégorie si les bases d'un État légitime (sous-indice 1) et résilient (sous-indice 3) n'ont pas été construites.

LE TROISIÈME GROUPE

RÉSILIENCE DE L'ETAT



LES ENSEIGNEMENTS

Les Etats résilients ne sont pas nécessairement les Etats les plus démocratiques ou dont les systèmes politiques sont les plus ouverts mais ceux dans lesquels il existe une certaine confiance des citoyens et des partenaires internationaux envers le pays et ses institutions.

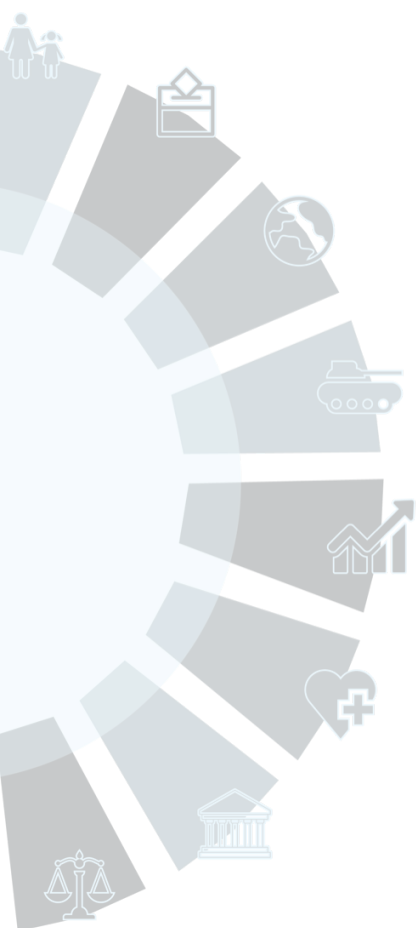
Cette confiance découle à la fois d'une gestion macroéconomique cohérente, une maîtrise de l'inflation et de l'endettement externe, en cohérence avec des orientations économiques qui permettent une plus grande diversification de l'économie.

La plupart des pays africains encore trop dépendant d'une ou deux exportations de produits sont exposés fortement aux risques de marché internationaux et à la conjoncture économique dans les autres zones de croissance mondiale (la Chine et autres puissances émergentes acheteuses de matières premières).

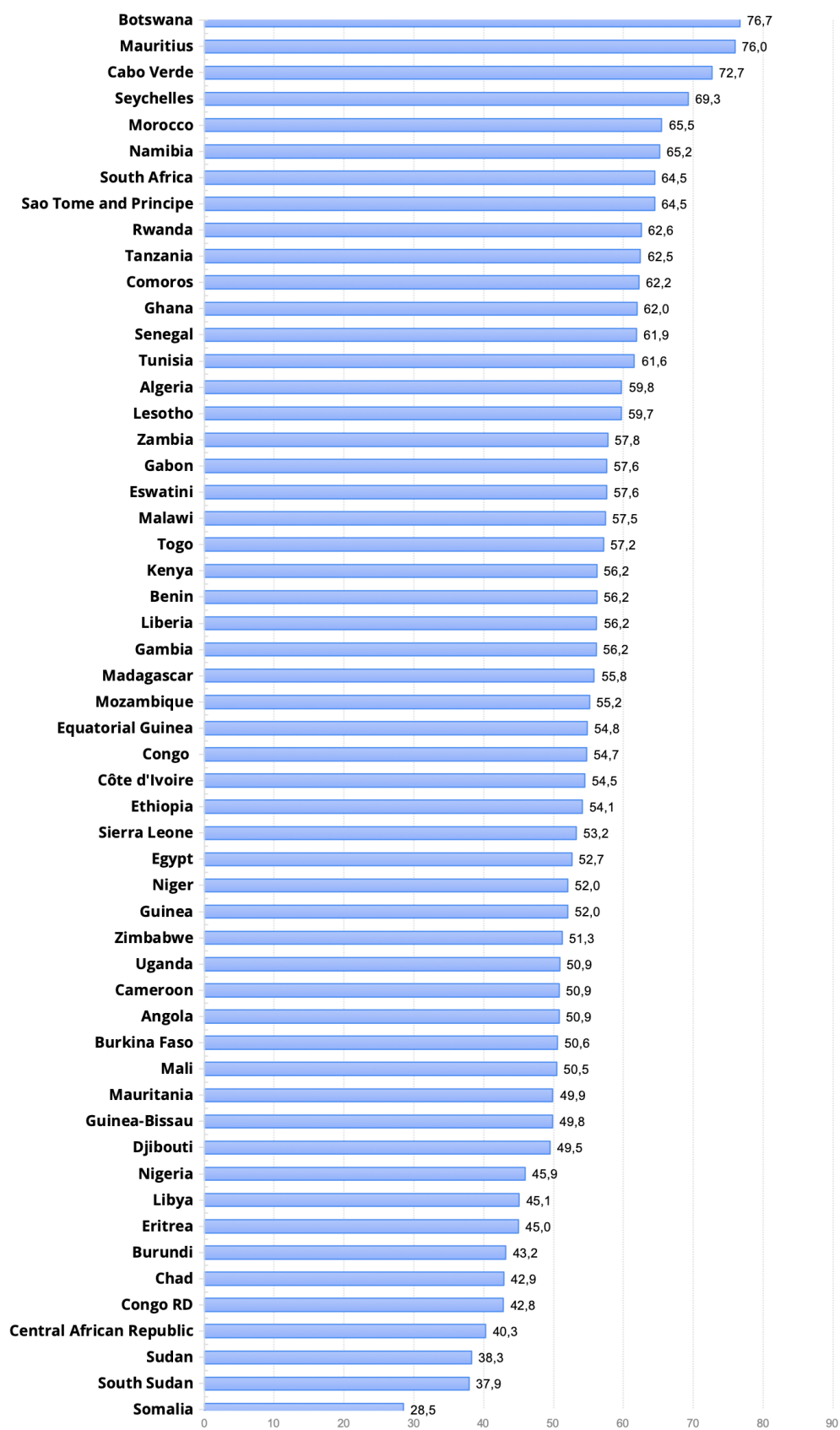
La confiance des marchés internationaux ou la capacité à nouer le dialogue pour des prêts à taux concessionnels afin de financer les services sociaux ou les infrastructures collectives dépend de la capacité à conduire ce sentier de diversification en maîtrisant les paramètres macroéconomiques. Quelques pays comme le Maroc, l'Afrique du Sud ou dans une certaine mesure l'Égypte ou le Sénégal ont su mener des politiques de diversification du tissu productif.

Le Botswana, peu diversifié mais doté d'indicateurs budgétaires et macroéconomiques exceptionnellement bons, mène le classement. Avec le Maroc, il est le seul pays africain classé en "Investment grade " par les agences de notations internationales.

SCORE FINAL DE STABILITÉ



INDICE DE STABILITE



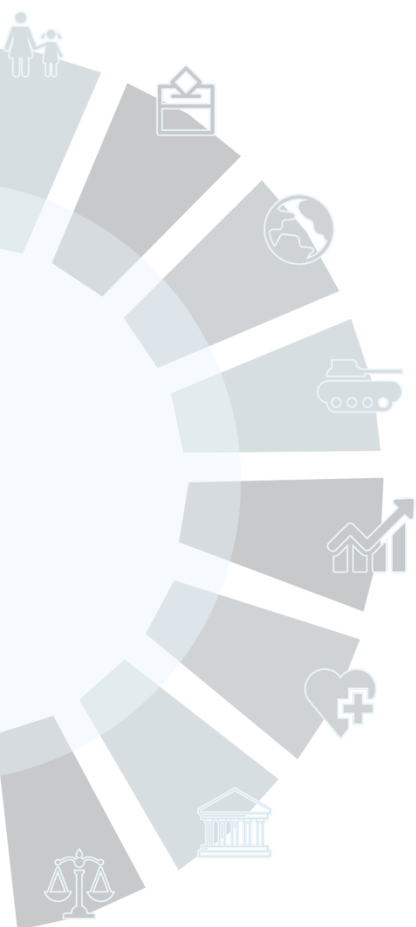
FOCUS SUR QUELQUES RESULTATS DE PAYS

LES LEADERS

LES PETITS PAYS STABLES

LES GRANDS PAYS RESILIENTS

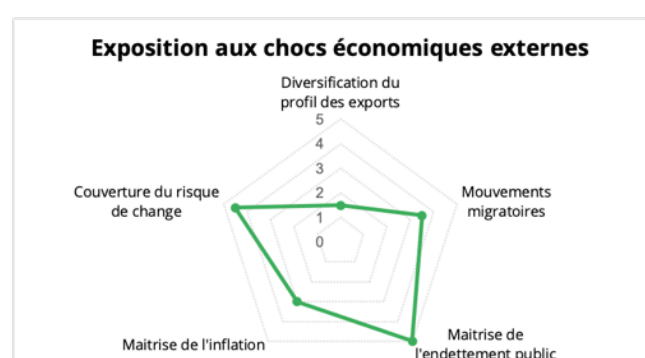
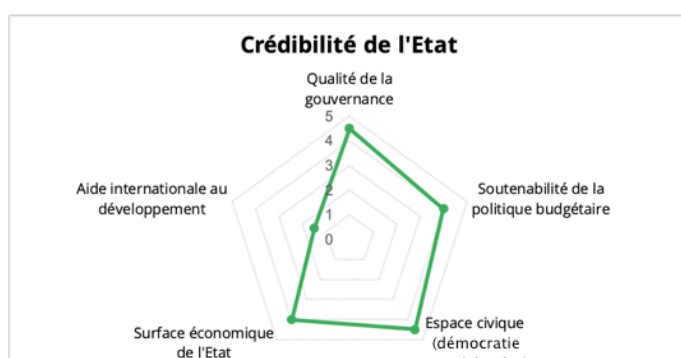
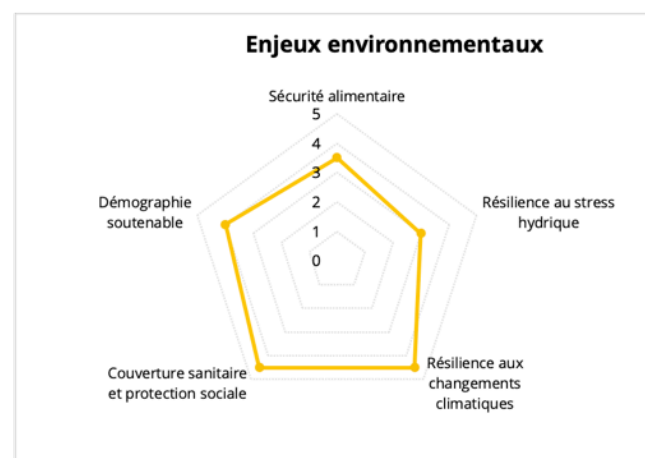
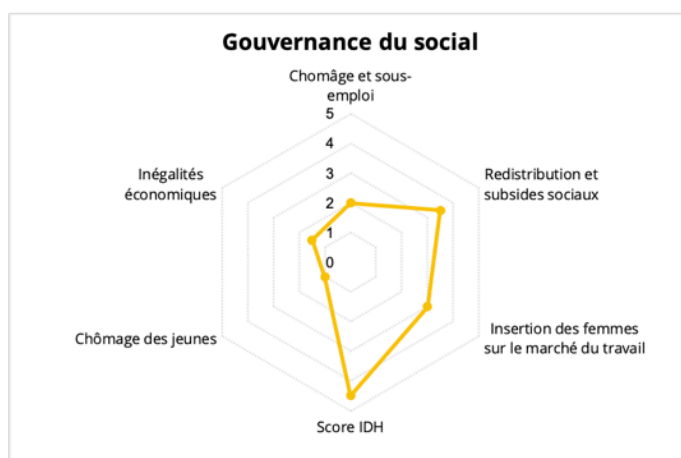
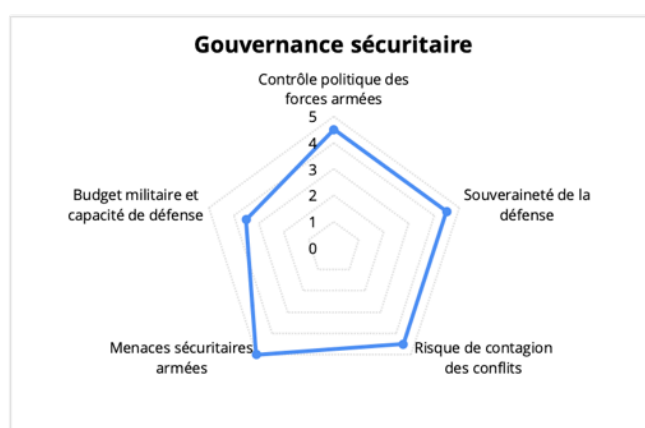
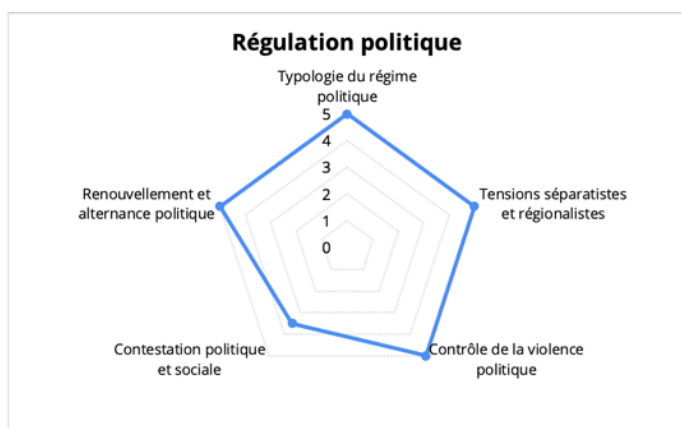
LES POTENTIELS



LE GROUPE LEADER

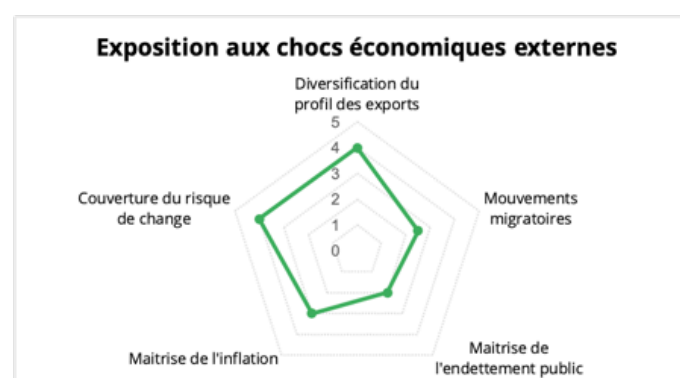
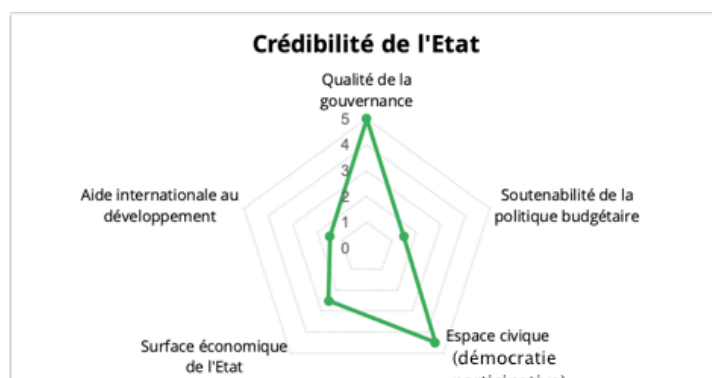
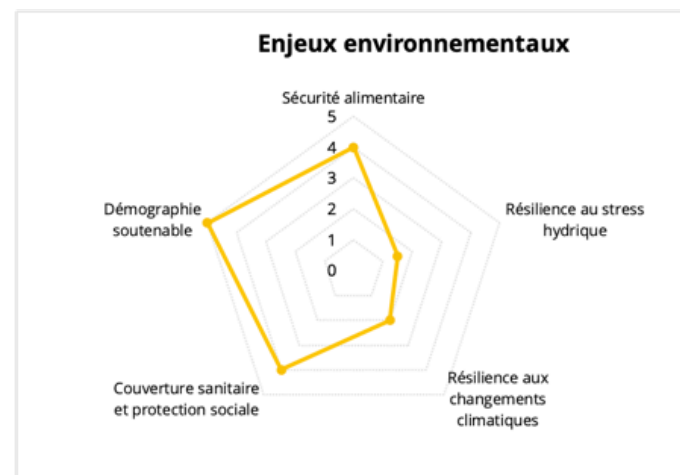
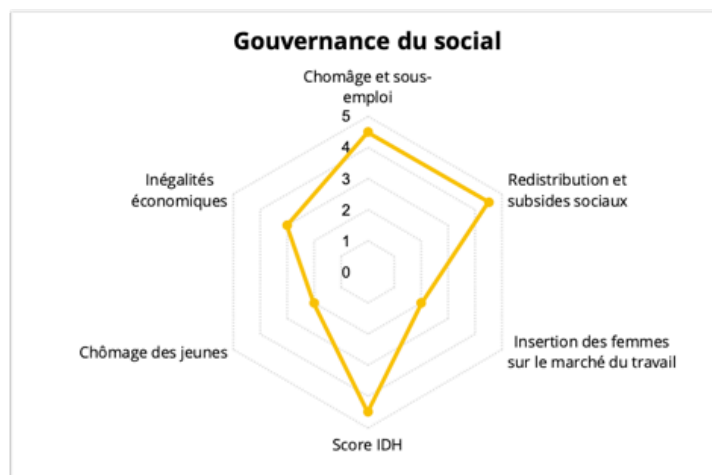
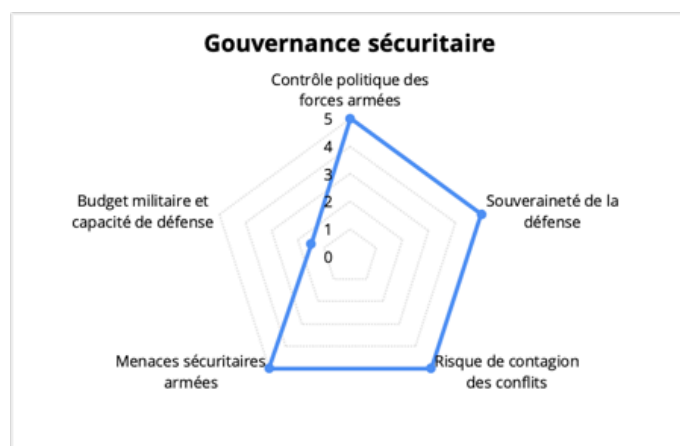
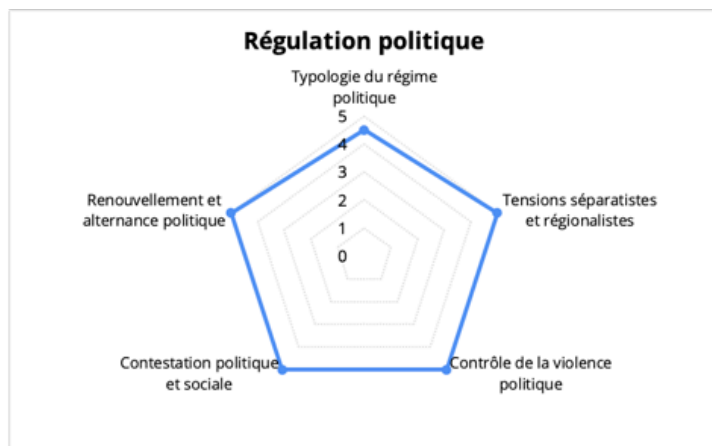
BOTSWANA

Score final 76,7/ 100



L'ÎLE MAURICE

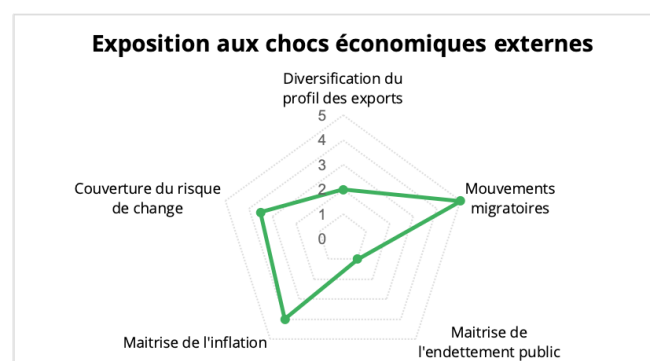
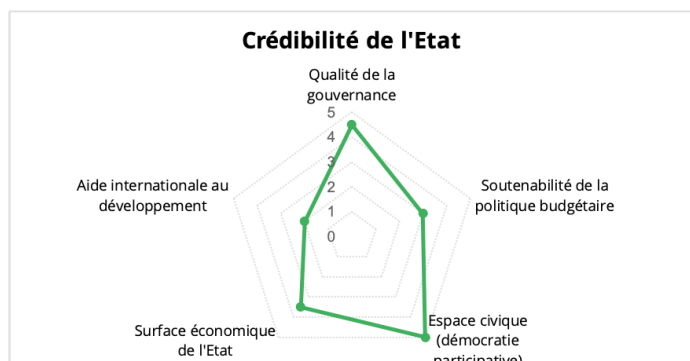
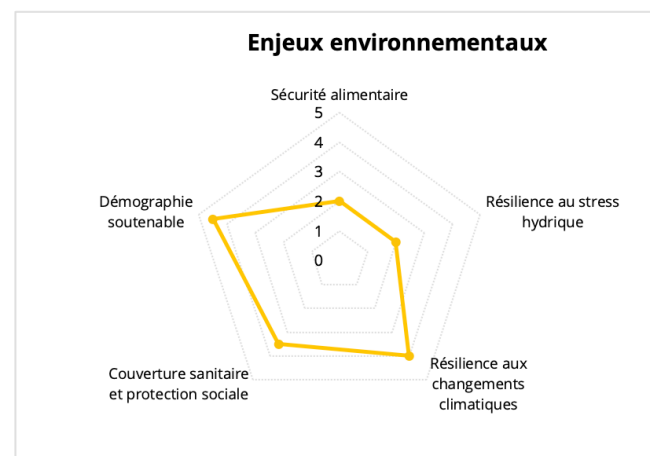
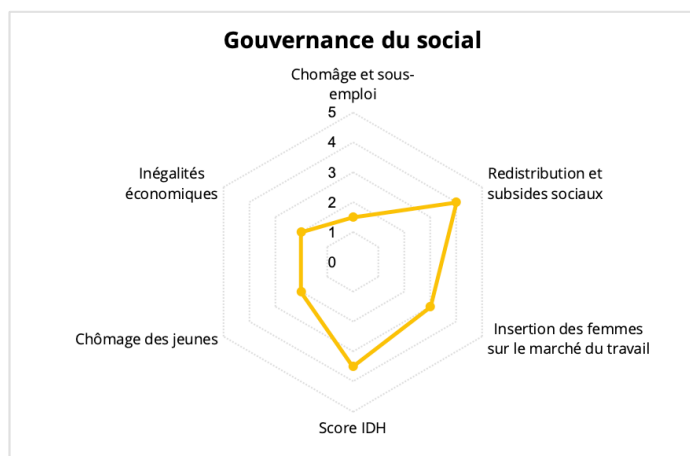
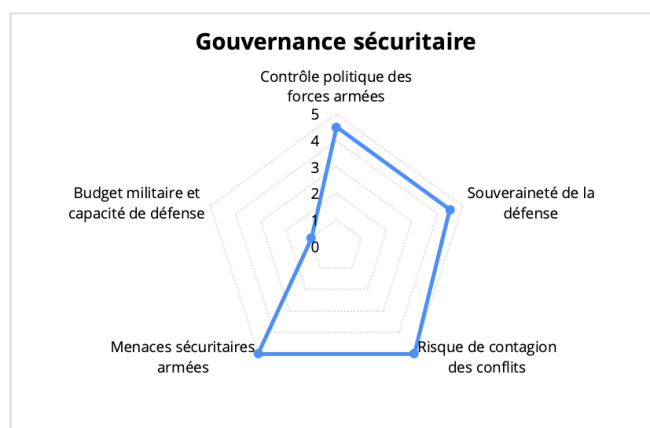
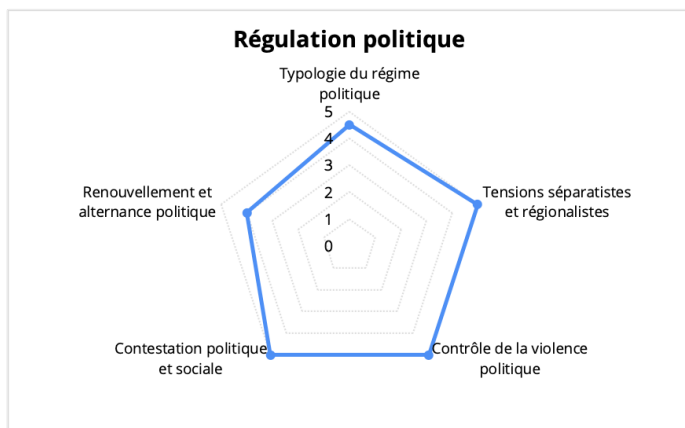
Score final 76 / 100



LES PETITS PAYS STABLES

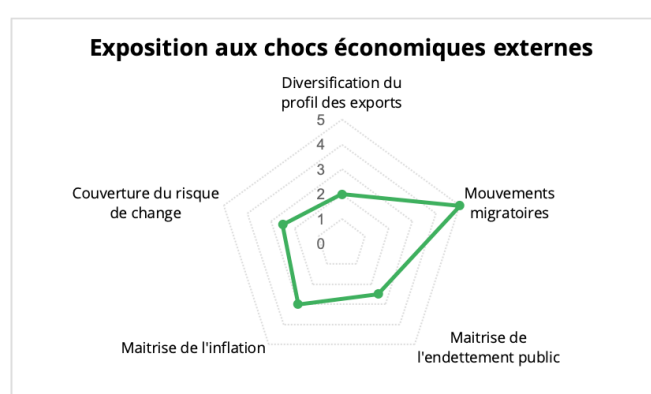
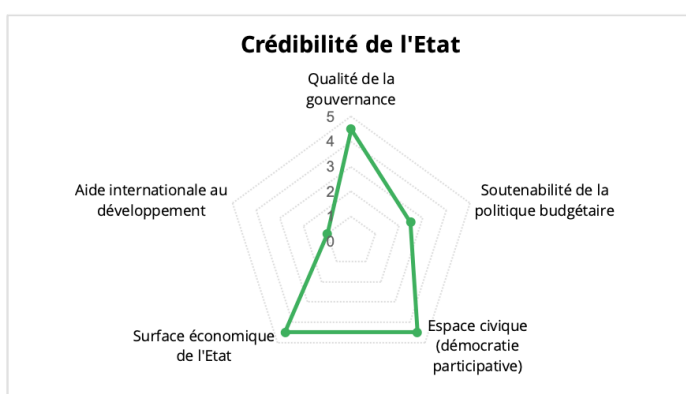
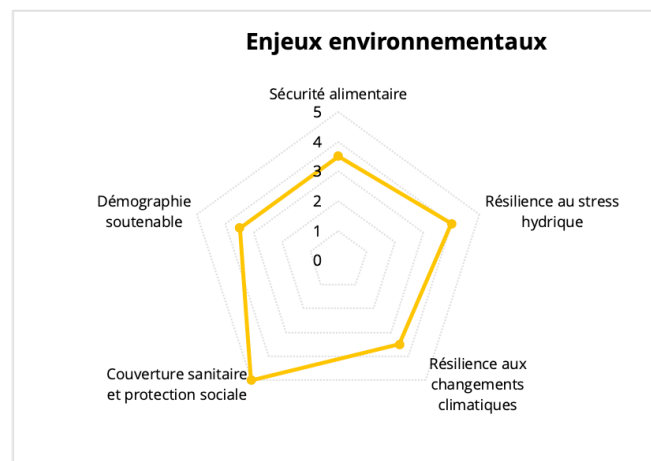
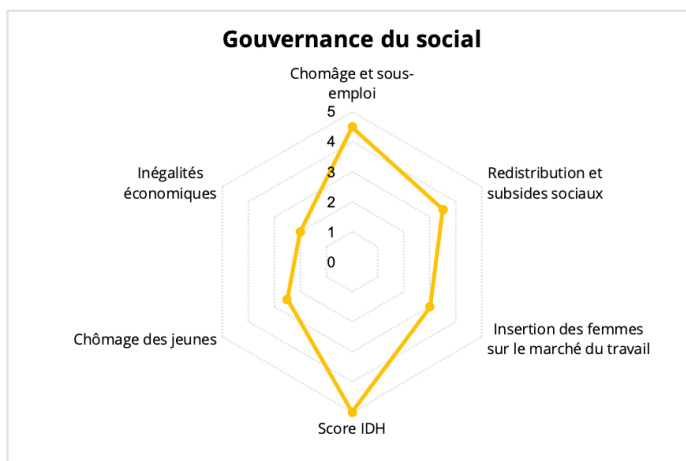
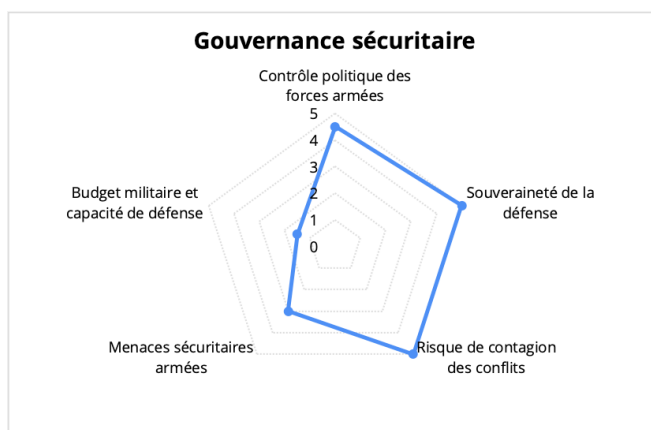
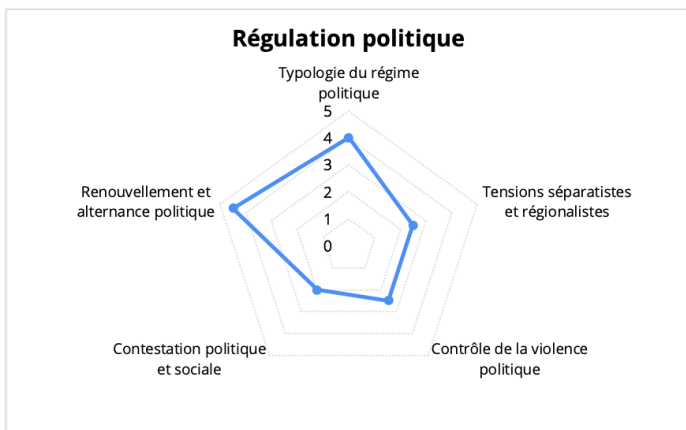
CAP VERT

Score final 72 / 100



SEYCHELLES

Score final 69,3 / 100

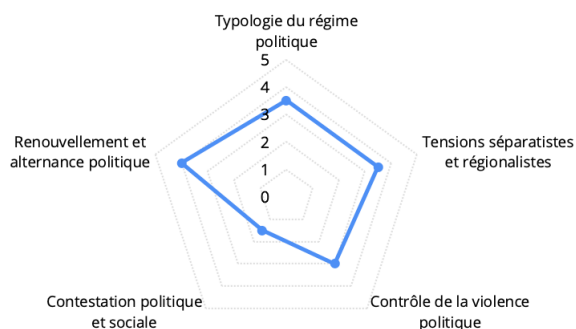


LES GRANDS PAYS RESILIENTS

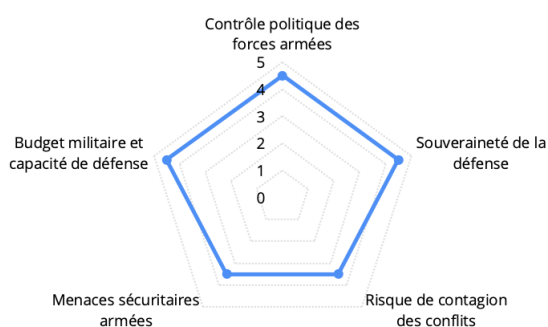
MAROC

Score final 65,5 / 100

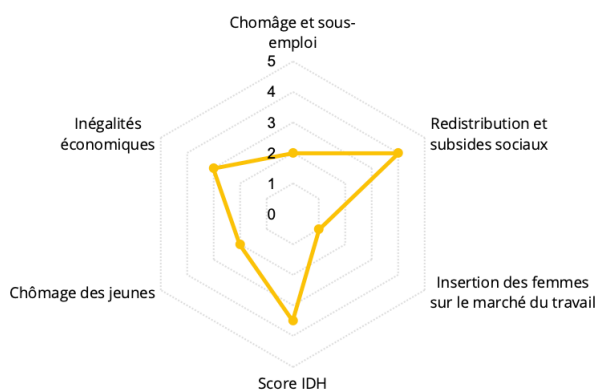
Régulation politique



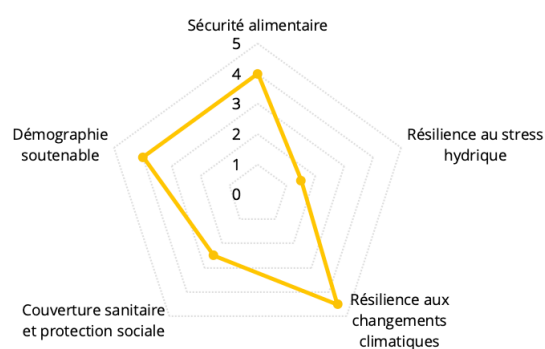
Gouvernance sécuritaire



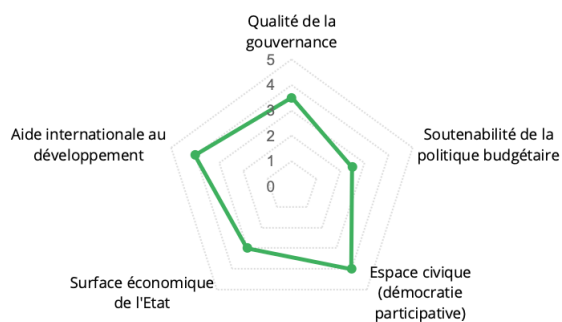
Gouvernance du social



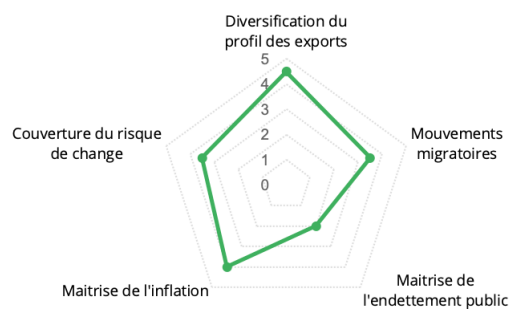
Enjeux environnementaux



Crédibilité de l'Etat



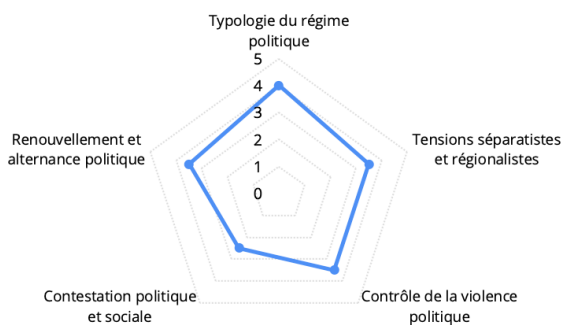
Exposition aux chocs économiques externes



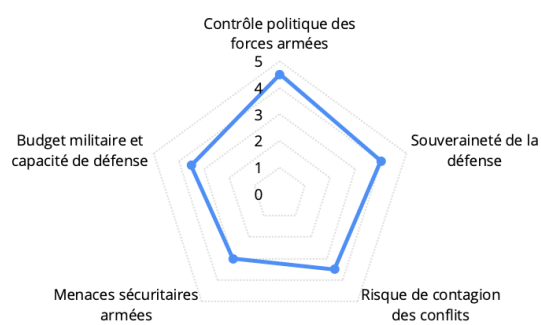
NAMIBIE

Score final 65,2/ 100

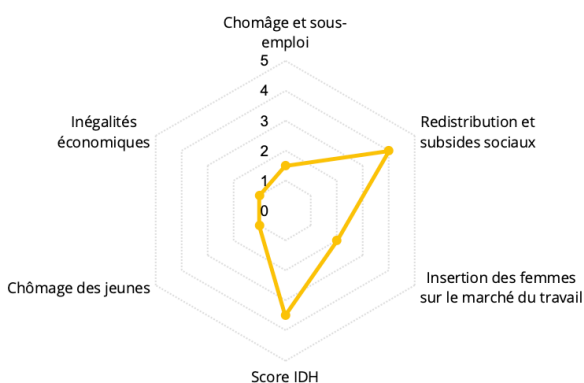
Régulation politique



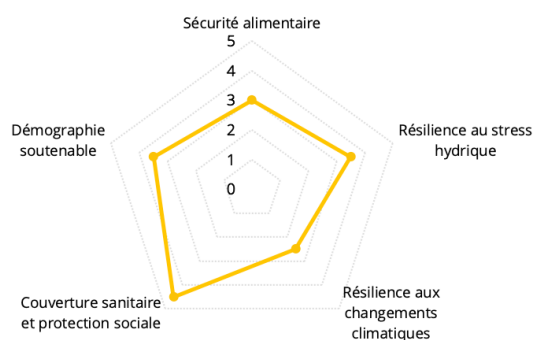
Gouvernance sécuritaire



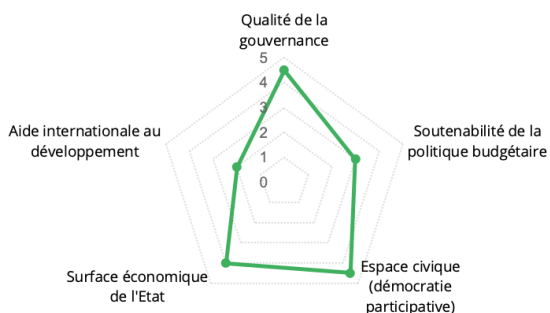
Gouvernance du social



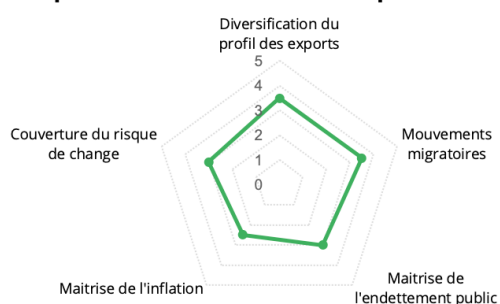
Enjeux environnementaux



Crédibilité de l'Etat

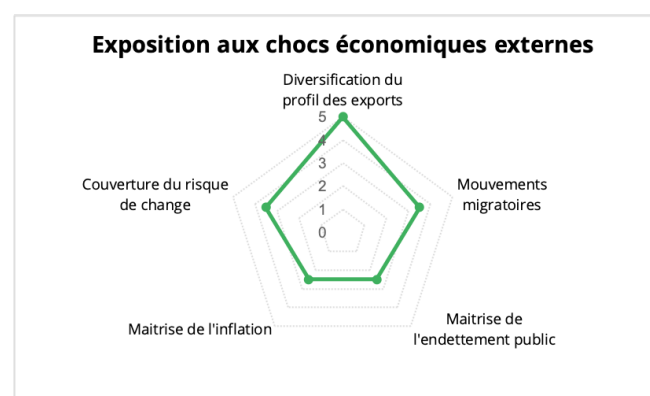
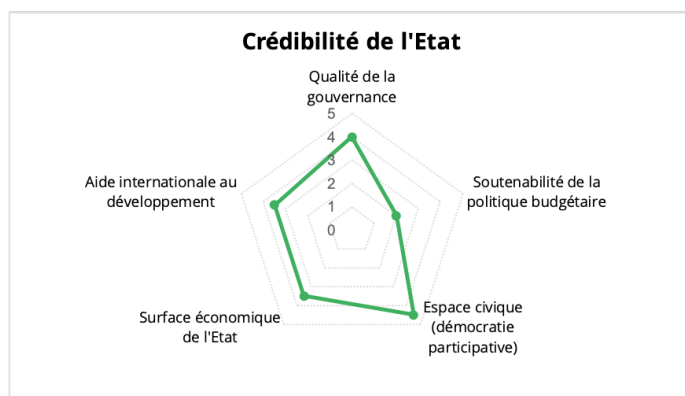
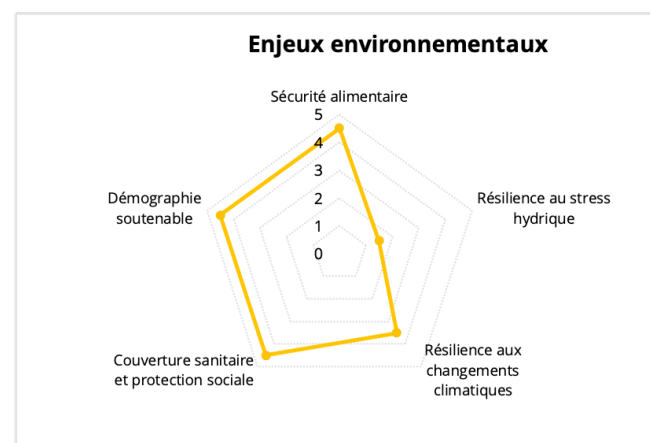
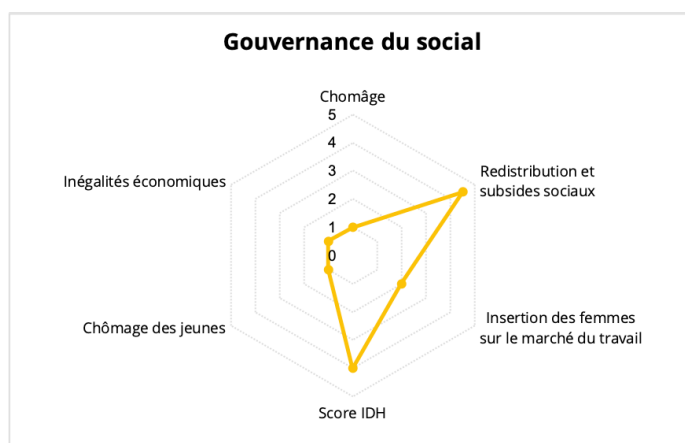
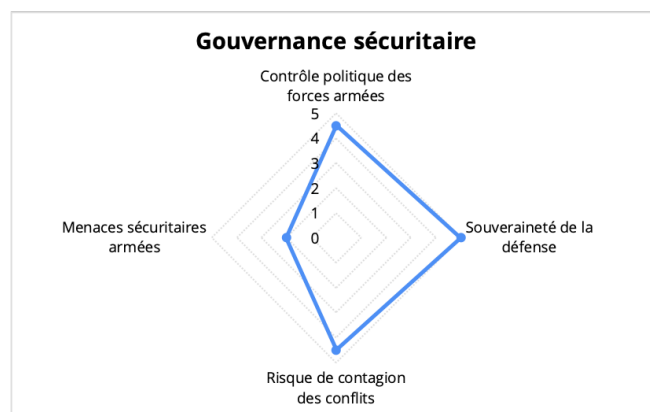
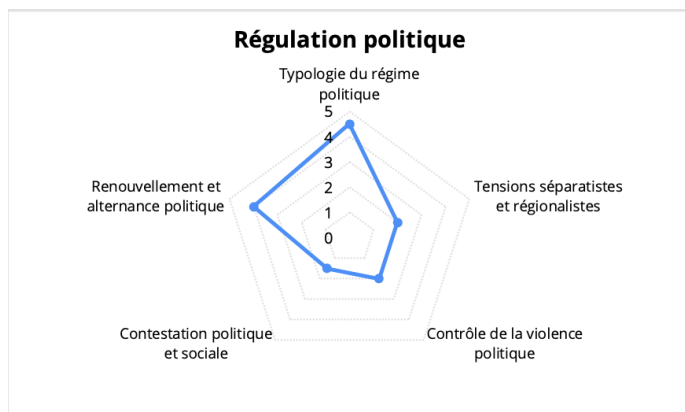


Exposition aux chocs économiques externes



AFRIQUE DU SUD

Score final 64,5 / 100

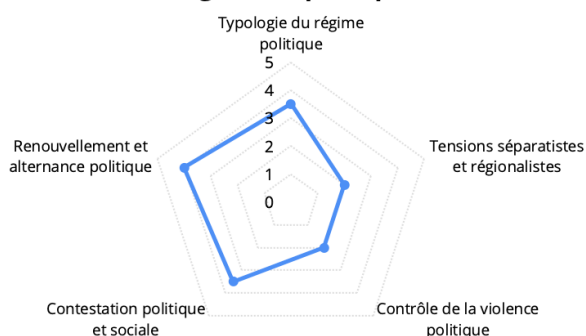


LES POTENTIELS

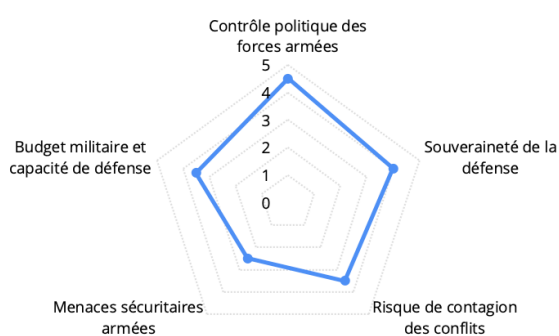
TANZANIE

Score final 62,5 / 100

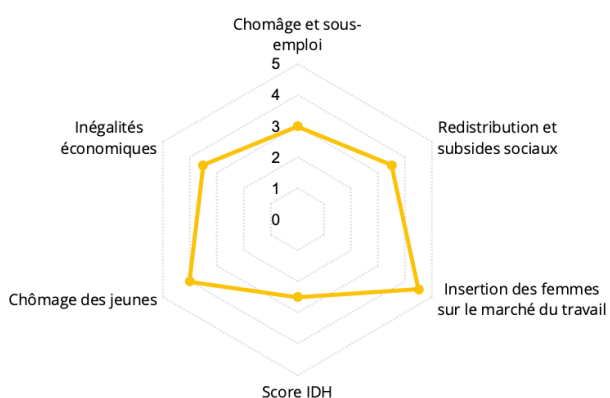
Régulation politique



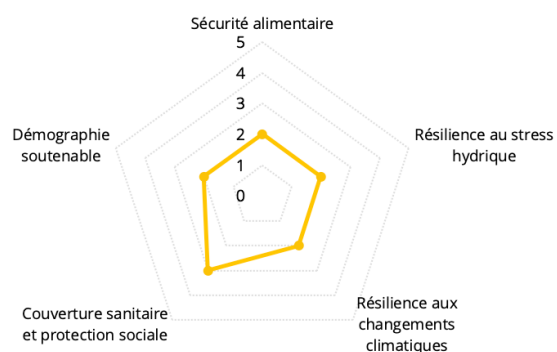
Gouvernance sécuritaire



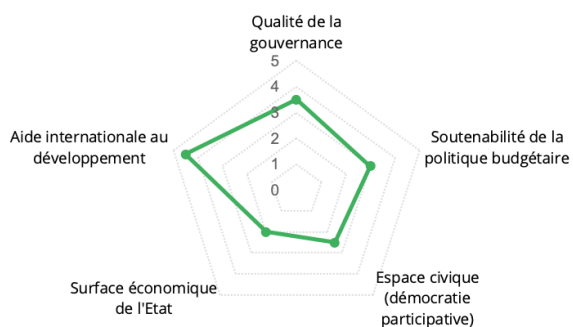
Gouvernance du social



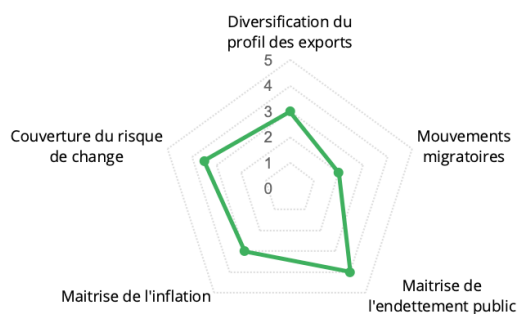
Enjeux environnementaux



Crédibilité de l'Etat



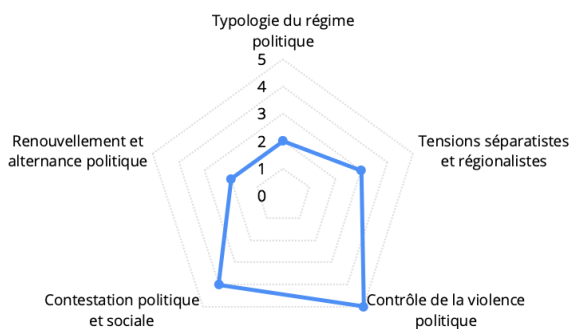
Exposition aux chocs économiques externes



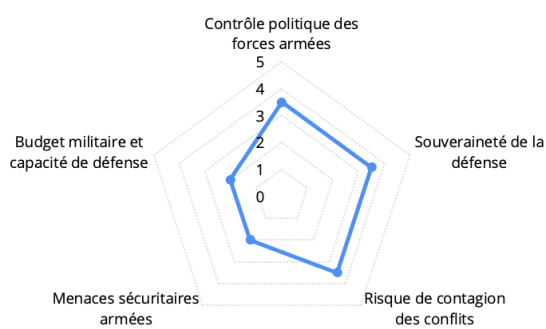
RWANDA

Score final 62,6/ 100

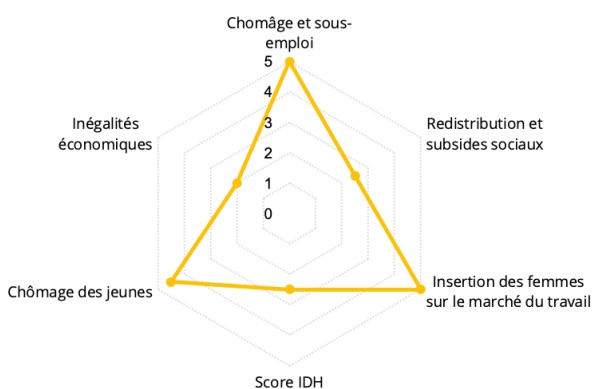
Régulation politique



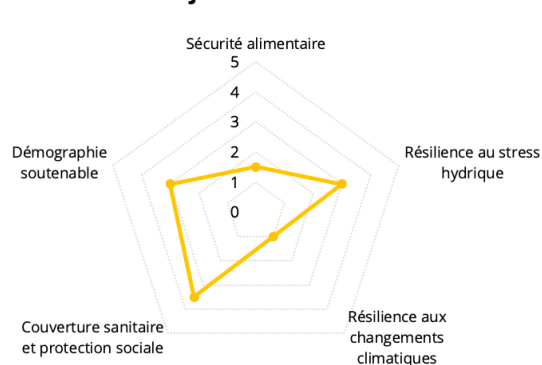
Gouvernance sécuritaire



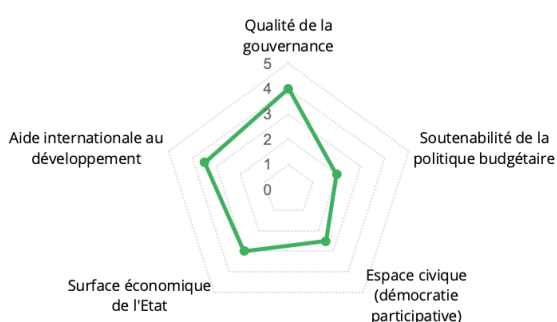
Gouvernance du social



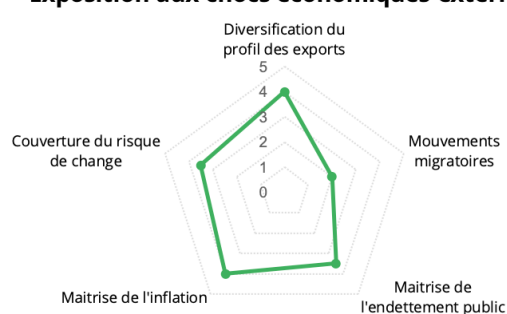
Enjeux environnementaux



Crédibilité de l'Etat

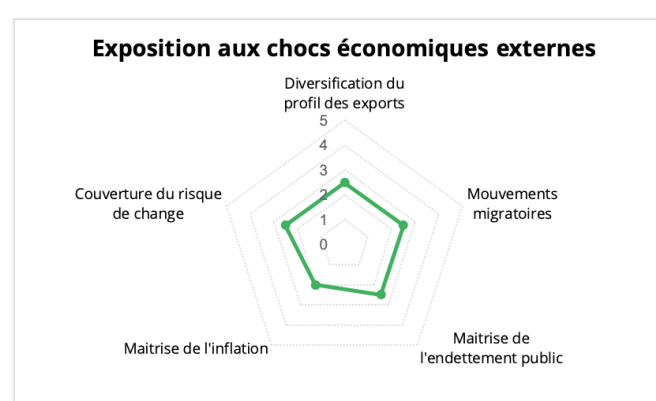
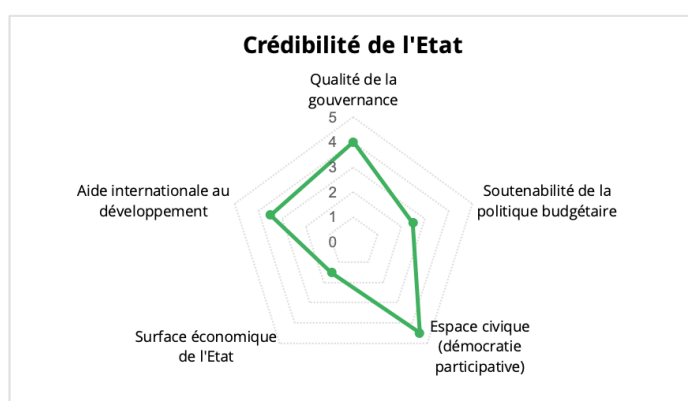
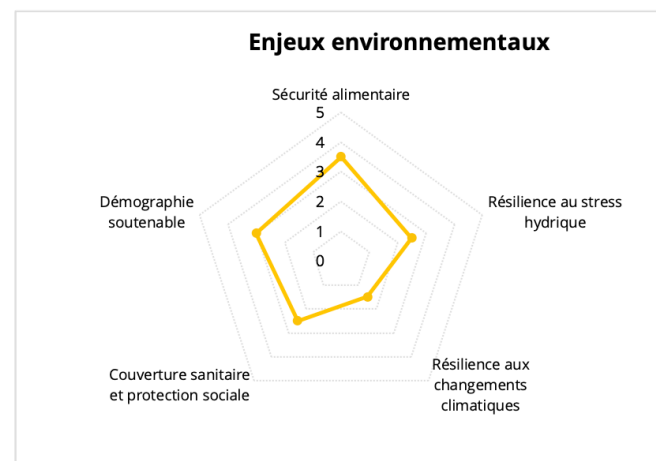
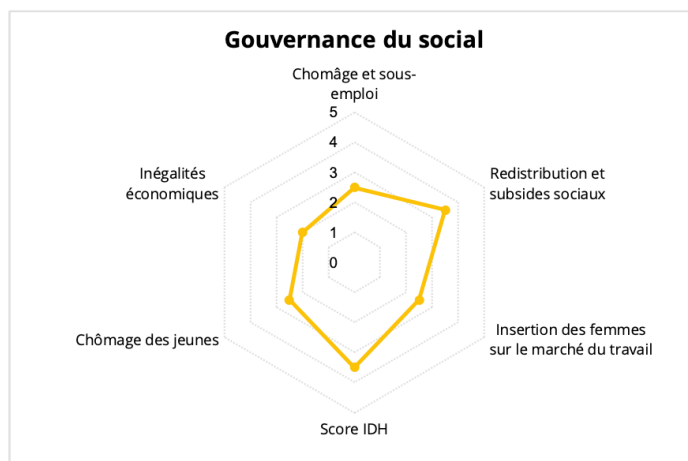
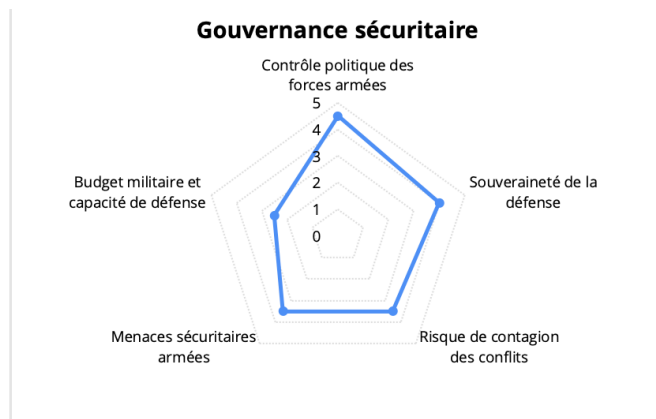
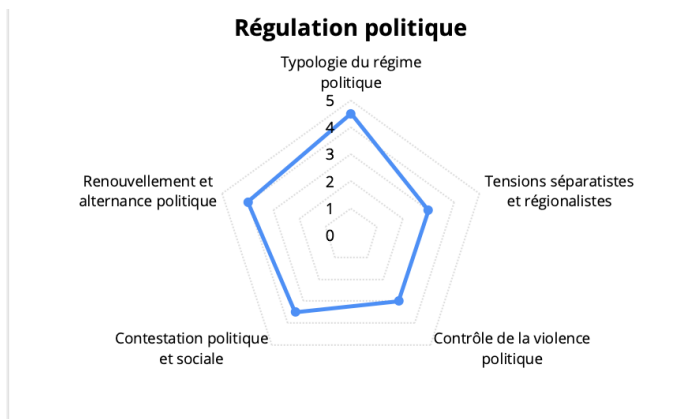


Exposition aux chocs économiques externes



GHANA

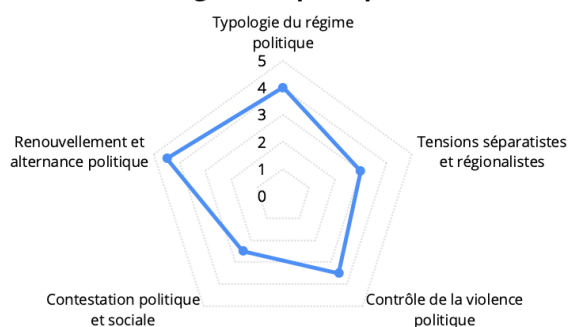
Score final 62 / 100



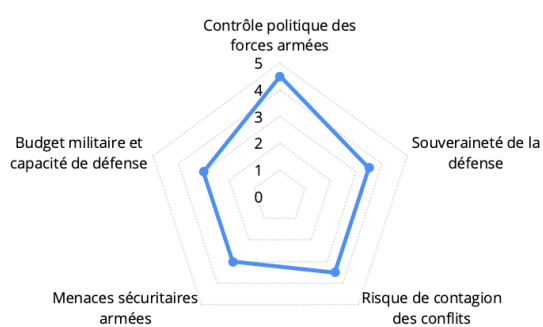
SENEGAL

Score final 61,9 / 100

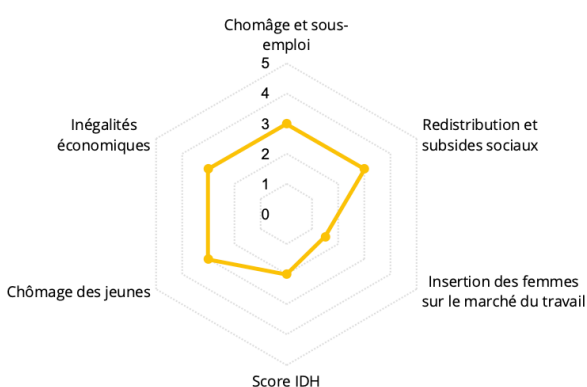
Régulation politique



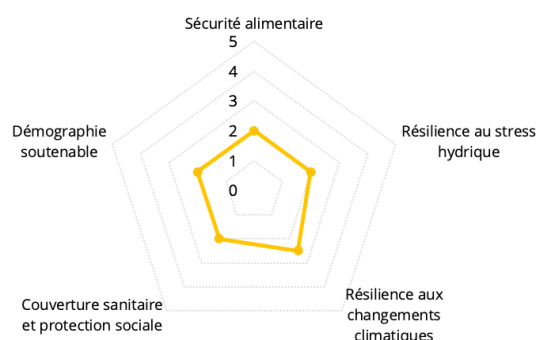
Gouvernance sécuritaire



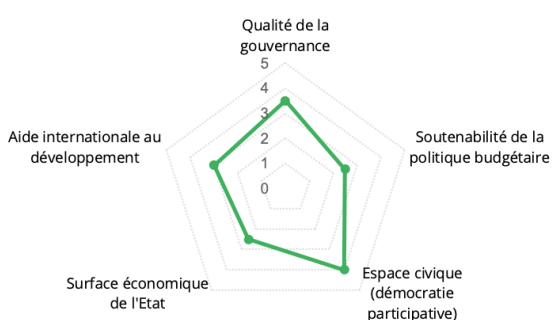
Gouvernance du social



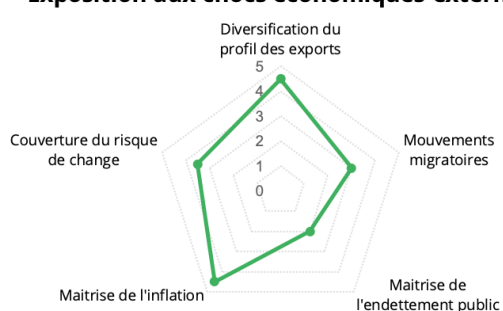
Enjeux environnementaux



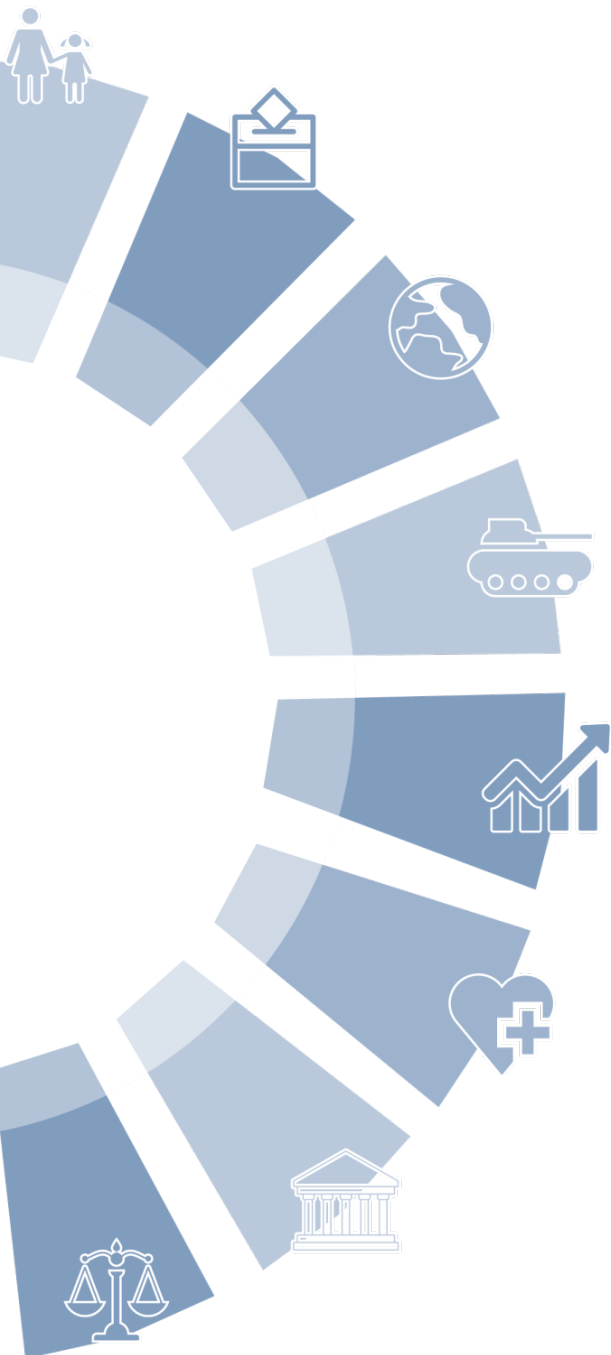
Crédibilité de l'Etat



Exposition aux chocs économiques externes



LE COMITÉ SCIENTIFIQUE





DR. JOSEPH ADELEGAN

Professeur en sciences
environnementales,
Fondateur et Président du
Réseau mondial pour
l'environnement et de
recherche sur le
développement économique
- Abuja -



DR. THERESE AZENG

Professeur au département
d'analyse d'économie
politique à
l'université de Yaoundé
- Yaoundé -



Mme. SANAË LAHLOU

Directrice pour l'Afrique du
cabinet Mazars Maroc
- Casablanca -



**DR. JOSE FRANCIS
NGUESSAN**

Economiste, Directeur
Adjoint pour la recherche,
du Centre Ivoirien de
Recherche Economique et
Sociale CIRES
- Abidjan -



AVEC LE SOUTIEN DE :



CASABLANCA FINANCE CITY
القطب المالي للدار البيضاء